

JEUDI 20 AVRIL 2017

"Le système financier mondial n'est qu'un système de fraude comptable."

- = Les arbres et forêts ne nous sauverons pas du réchauffement climatique... (Yoan) p.1
- = Planter des arbres pour polluer tranquille, la fausse bonne idée p.4
- = Le déclin du phytoplancton est-il alarmant ? p.6
- = On parle de "transition énergétique". De quoi s'agit-il ? p.6
- = Comment les océans régulent-ils la température du Globe ? p.7
- = Le nombre d'affamés dans le monde semble plus proche de deux milliards que de 870 millions p.8
- = Faire de l'engrais avec nos ordures ménagères, la fausse bonne idée p.10
- = Energies du futur : nos cinq idées folles p.14
- = Océan Arctique : découverte d'une importante zone d'accumulation de déchets plastiques au nord de l'Europe p.21

SECTION ÉCONOMIE

- = Que faire de votre argent aujourd'hui ? (Bill Bonner) p.25
- = Pouvoir d'achat, revenu et fake statistics (Simone Wapler) p.29
- = Pourquoi l'euro est-il si méprisé? (Jim Rickards) p.31
- = Révision en hausse des perspectives mondiales, illusion ou propagande? (Bruno Bertez) p.37
- = Sortir de l'euro: une guerre thermo-nucléaire (Michel Santi) p.42
- = Appréhendons autrement la croissance économique mondiale p.44
- = La revue de presse de Pierre Jovanovic (semaine du 17 avril 2017) p.47
- = Crimée : De la Guerre mondiale 0 à la Troisième (Ugo Bardi) p.53



Les arbres et forêts ne nous sauverons pas du réchauffement climatique...

Yoan DocuClimat 19 avril 2017

[NYOUZ2DÉS: comme il n'y a pas assez de place sur terre pour compenser tout le CO2 que nous produisons, il faudrait planter des arbres sur la lune aussi.]



Vous pensiez que les arbres et arbustes nous sauveraient du réchauffement climatique?
Et bien détrompez-vous !

Outre leur sensibilité plus forte que prévu aux sécheresses qui s'accroissent en terme d'intensité et de durée depuis plusieurs années et qui les empêchent de fixer plus de CO₂, outre les incendies de plus en plus importants qui touchent les forêts et qui libèrent ainsi une grande quantité de CO₂ dans l'atmosphère (notamment dans les forêts boréales aux sols contenant beaucoup de matière organique), outre que sécheresses et incendies exposent de manière croissante les arbres aux parasites les rendant ainsi moins aptes à fixer du CO₂, les plantes ne peuvent en outre fixer du CO₂ au delà des apports en minéraux disponibles dans le sol, or nombre de sols dans le monde contiennent peu de fertilité (en agronomie on dit qu'il s'agit d'un facteur limitant, vous avez beau avoir toutes les conditions pour qu'une plante pousse à son plein potentiel, si un seul élément primordial manque, magnésium par exemple (photosynthèse), le potentiel ne pourra s'exprimer).

De plus en plus d'études scientifiques, parues ces dernières années, indiquent que nous ne pouvons pas compter sur les arbres pour pallier en grande partie nos émissions de gaz à effet de serre. Nous devons réduire les émissions à la source et ne pas compter sur la compensation carbone, qui sert d'ailleurs souvent à dédouaner entreprises et gouvernements de leurs pratiques polluantes et à justifier des plantations de forêts mono-spécifiques avec industrialisation de l'écosystème et expropriation des tribus y vivant...

Cela ne veut pas dire pour autant que la plantation d'arbres et arbustes, la lutte contre la déforestation et l'industrialisation de la forêt est inutile, bien au contraire. Cela signifie qu'il ne faut pas attendre des arbres et arbustes qu'ils nous sauvent de notre irresponsabilité et que nous avons tout intérêt à mieux comprendre les milieux forestiers et agro-forestiers, à les préserver et à stopper au plus vite les dommages que nous causons à ces derniers !

Il est d'autant plus nécessaire de préserver les forêts de la déforestation, notamment les arbres les plus âgées (qui stockent bien plus de carbone que les jeunes arbres et qui sont les plus résistants au stress climatique, mais qui sont à l'inverse les plus abattus) et replanter massivement arbres et arbustes sur Terre, mais de manière intelligente et non industrielle, pour augmenter d'autant plus leurs chances de stocker une partie du CO₂ excédentaire de l'atmosphère (or la surface forestière diminue globalement dans le monde, d'autant plus avec le développement exponentiel de la demande en viande, de la filière bois-énergie, et de la croissance des biocarburants... et ce souvent au nom de la lutte contre le réchauffement climatique... cherchez l'erreur !).

<https://docuclimat.com/2017/02/23/du-desastre-de-la-filiere-bois-energie-pour-le-climat-et-la-biodiversite-au-nom-de-la-transition-energetique/>

<http://www.20minutes.fr/planete/1275131-20140116-20140116-plus-arbre-vieux-plus-absorbe-co2>

Sans oublier tout ce que nous apporte les arbres et arbustes en terme de régulation des climats locaux et régionaux, en terme de filtration de la pollution, d'enrichissement des sols en matière organique, de régulation des flux hydriques et autres services gratuits mais que nous détruisons dans notre appétit court-termiste de profit... Prenons-nous

également en compte le fait que les arbres et arbustes sont nécessaires à la majeure partie de la faune terrestre et que la disparition des milieux forestiers et agro-forestiers (bocage par exemple) est une des principales causes de la disparition de la vie sur Terre (notamment les milieux forestiers et agro-forestiers non-industrialisés et anciens, qui condensent la majeure partie de la biodiversité de ces milieux) ?!

Si les forêts sont d'autant plus fragile face au réchauffement climatique, et si elles ne peuvent stocker autant de CO₂ que nous le pensions, il est d'autant plus primordial de les préserver !

Les forêts les plus riches en terme de biodiversité et étant les principaux puits de carbone sont en outre les plus menacées : forêts de milieu humide, forêts pluri-centenaires, mangroves, forêts boréales, ... sachant que ce sont les principales forêts menacées par l'expansion de la filière bois-énergie...)

<https://docuclimat.com/2017/01/04/documentaire-menaces-sur-la-foret-francaise-en-streaming/>

Et pendant ce temps la France, en contradiction complète (mais rien d'étonnant) avec sa posture de pionnière contre le réchauffement climatique, compte augmenter notablement la coupe forestière dans les années à venir pour notamment alimenter l'industrie bois-énergie, entrant d'ailleurs en conflit avec l'Union Européenne sur les objectifs fixés lors de la COP21...

Le phytoplancton reste cependant le principal puits de carbone sur Terre et nous en parlons très peu, nous focalisant sur les milieux forestiers, or la population de phytoplancton décline également depuis plusieurs années du fait du réchauffement des océans et de la désoxygénation des océans (dû au réchauffement climatique, mais aussi aux pollutions agricoles : nitrates, phosphates, etc...).

Nous sommes en train de détruire le peu de chances de stocker nos émissions de gaz à effet de serre par la destruction des écosystèmes, or l'amplification du réchauffement climatique diminue de plus en plus leur capacité à limiter ce dernier... Si nous ne relevons pas le défi de sauver les écosystèmes océaniques et terrestres, et de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre, pourrions-nous réellement dire que nous avons tout fait pour sauver notre futur et celui du reste du vivant ?...

Il est temps de nous intéresser à la dynamique des écosystèmes, de veiller à réinsérer ces derniers dans les territoires et de lutter contre les pratiques qui menacent ces derniers !

Lire à ce propos les articles et livres de Jean Claude Génot : <http://jne-asso.org/blogine/tag/jean-claude-genot/>

les livres précieux de Christophe Drénou, dont l'immanquable « L'Arbre, au delà des idées reçues » :

<http://lestetardsarboricoles.fr/wordpress/2016/05/19/larbre-au-dela-des-idees-recues-christophe-drenou/>

ou encore le travail majeur de Francis Hallé :

<https://docuclimat.com/2017/01/30/film-documentaire-il-etait-une-foret-en-streaming-avec-francis-halle-un-hymne-a-la-nature/>

Yoann

Planter des arbres pour polluer tranquille, la fausse bonne idée

Sylvain_angerand Publié le 12 décembre 2010 NouvelObs

A Cancùn, si les négociations sont sorties de l'impasse, c'est au prix de nombreux sacrifices. Les pays riches refusent de réduire leur pollution ? Pas grave, ils pourront la compenser. Mais acheter le droit de polluer si l'on plante ou sauve des forêts est une fausse bonne idée. Voici pourquoi.

En grandissant, un arbre absorbe du dioxyde de carbone, l'un des principaux gaz à effet de serre. C'est pour ça que les entreprises l'adorent : il permet de continuer à polluer tranquillement en « compensant ».

Le système **REDD+**, en discussion à Cancùn, propose de créer des crédits carbone accordés à ceux qui luttent contre la déforestation et plantent des arbres.

1 Un écran de fumée

Tant que le carbone est stocké sous forme de roche (charbon) ou de liquide (pétrole) dans le sous-sol, il est inerte d'un point de vue climatique. C'est sa libération dans l'atmosphère au moment de la combustion qui est problématique car elle n'est pas réversible : **il faudrait des millions d'années pour recréer du charbon ou du pétrole** à partir de la décomposition des végétaux (d'où le terme d'énergies fossiles).

Le piège de la compensation carbone, c'est de nous faire croire l'inverse. Il suffirait que les arbres absorbent le carbone émis lors de la combustion du pétrole pour le neutraliser. Mais **un arbre n'a une durée de vie que de quelques dizaines ou centaines d'années**. Quand l'arbre sera incendié ou que le bois sera décomposé, le carbone stocké sera émis à nouveau dans l'atmosphère. D'un point de vue climatique, l'intérêt est donc quasiment nul.

L'urgence est-elle de regarder pousser des arbres ou de fermer le robinet à pétrole ? Devinez...

2 Paie-moi ou je rase tout

Ces considérations n'empêchent pas les négociateurs de continuer à confondre compensation et réduction. Mieux, il est désormais question de créer un mécanisme encore plus complexe : la « **déforestation évitée** » ou, dans le jargon des négociations, « REDD » (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des

forêts).

L'ère du chantage écologique est officiellement ouverte : plus vous menacez de sortir les tronçonneuses, plus vous pourrez vendre de crédit carbone si finalement, vous vous engagez à éviter le massacre. Des consultants comme [McKinsey](#) ou [ONF International](#) se livrent une concurrence acharnée pour aider les pays du Sud à établir des scénarii de déforestation catastrophe.

Le Guyana, qui a aujourd'hui un taux de déforestation quasiment nul, brandit à la tribune des Nations unies [une étude](#) montrant qu'il est prêt à raser la quasi-totalité de sa forêt dans les vingt-cinq prochaines années... sauf, bien sûr, si on le paye en achetant ses crédits carbone « déforestation évitée ».

Pour faire accepter ce nouveau mécanisme à l'Inde et à la Chine, qui ne possèdent plus beaucoup de forêt mais plantent massivement, même les monocultures d'arbres à croissance rapide sont éligibles. Mais, à vouloir faire plaisir à tout le monde, le résultat est désastreux : on risque de voir disparaître les forêts naturelles au profit de ces monocultures.

[L'Indonésie est en train de magouiller](#) les chiffres et les définitions pour que ses immenses champs de palmiers à huile, plantés à la place de forêts, puissent recevoir des crédits carbone.

3 Les plus gros pollueurs s'achètent une conscience

Afin d'éviter que les entreprises et les pays développés « compensent » leurs émissions en achetant une parcelle d'arbres ou une promesse de non-déforestation, certains proposent que la compensation carbone soit uniquement volontaire et vienne s'ajouter aux efforts obligatoires de réduction. **WWF et GoodPlanet, la fondation de Yann Arthus-Bertrand, proposent à Air France de compenser** volontairement ses émissions en finançant un programme de lutte contre la déforestation à Madagascar.

Mais comme on le sait, une entreprise ne fait jamais rien gratuitement (ou très rarement), donc cette compensation volontaire risque de laisser penser qu'il n'y a pas besoin d'une réglementation contraignante.

On voit ainsi, aux Etats-Unis, des entreprises comme **General Motors ou American Electrical Power**, publiquement opposées à la ratification du protocole de Kyoto par leur pays, se lancer dans un [vaste programme d'achat de forêt au Brésil](#) pour compenser leurs émissions. Pas besoin de loi, laissez faire l'autorégulation.

4 La double peine pour les plus pauvres

Les plus pauvres risquent de subir de plein fouet les changements climatiques et de voir leurs droits restreints par une nouvelle forme de colonialisme climatique. **Quand General Motors achète des forêts au Brésil, les populations locales n'ont plus le**

droit d'y mettre les pieds. Un villageois qui a essayé de couper du bois pour réparer sa maison a passé onze jours en prison.

En Ouganda, autour du Mount Elgon, un groupement d'entreprises énergétiques des Pays-Bas [a expulsé des paysans](#) pour planter des arbres à croissance rapide capable de stocker du carbone. Des exemples d'expulsion liée à ce nouveau business du carbone comme ceux-là, on en a recensés plein dans [notre rapport](#) « REDD : les réalités noir sur blanc ».

5 Les plus riches se frottent les mains

Les vautours planent au-dessus de ce nouveau marché. Interpol a d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme [sur le site Planetark.org](#) :

« Les syndicats du crime organisé surveillent de très près l'émergence des crédits carbone forestiers et y voient une opportunité potentielle de fraude très lucrative. »

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, des villageois ont rapporté avoir été menacés par des personnes armées pour signer des documents cédant leurs droits sur leurs forêts, [selon une télé australienne](#).

[Au Liberia](#), les responsables d'une entreprise anglaise, Carbon Harvesting Corporation, ont été interpellés par la police pour tentative de corruption en vue d'obtenir des crédits carbone frauduleux.

Enfin, flairant le bon filon, les banques sont en train de se ruer sur la finance carbone et de créer de nouveaux placements : BNP a, par exemple, [investi dans un projet](#) de réduction de la déforestation au Kenya. Après la crise des crédits subprimes toxiques, la crise des crédits carbone bidons ?

Le déclin du phytoplancton est-il alarmant ?

<http://www.lepoulsdelaplanete.com/> 4 avril 2013

La raréfaction du plancton végétal qui peuple les océans est suspectée depuis longtemps. Et elle est depuis peu confirmée par une étude canadienne, réalisée par des chercheurs de l'université Dalhousie à Halifax.

Après avoir étudié des milliers d'échantillons et compilé un demi-million de données remontant à 1899, ces derniers affirment en effet que la masse du phytoplancton régresse en moyenne de 1% par an à l'échelle du globe. L'hémisphère Nord est particulièrement touché depuis le milieu du 20^{ème} siècle, avec un effondrement du phytoplancton estimé à 40% depuis 1950. Seul l'Océan indien enregistre une augmentation pour une raison encore inexpliquée.

Cette diminution, causée semble-t-il par l'augmentation des températures de surface des

océans dû au réchauffement climatique global, est véritablement inquiétante dans la mesure où le phytoplancton est à la base de toute la chaîne alimentaire marine.

Il sert non seulement de nourriture aux minuscules animaux du zooplancton, mais aussi aux baleines, à nombre de mollusques, de petits poissons ou d'oiseaux de mer. Son déclin pourrait donc accélérer la disparition de certaines espèces marines déjà menacées par la pollution et la surpêche, tels que le thon rouge ou la morue en mer du Nord par exemple.

Le phytoplancton joue en outre un rôle crucial dans l'écosystème général de la planète puisqu'il produit environ la moitié de l'oxygène que nous respirons. Il constitue également l'un des principaux puits de carbone que nous rejetons dans l'air (voir Fiche *C'est quoi un puit de carbone ?*).

Si sa masse continuait à se réduire, nos émissions outrancières de carbone stagneraient davantage dans l'atmosphère, ce qui accentuerait rapidement le processus de réchauffement climatique et – par effet ricochet – accélérerait encore le déclin du phytoplancton. Un véritable cercle vicieux dont il faudra bien sortir !

On parle de “transition énergétique”. De quoi s'agit-il ?

<http://www.lepoulsdelaplanete.com/> 4 avril 2013

Il faudra bien s'y faire : le pétrole, le gaz et le charbon ne sont pas éternels. Comme ils émettent trop de CO₂ et que leurs gisements finiront un jour par s'épuiser, ces sources d'énergie fossile sont forcément condamnées à plus ou moins longue échéance.

L'exploitation des gaz dits non conventionnels, que l'on envisage d'extraire des roches argileuses (gaz de schiste), permettrait certes de retarder la pénurie d'hydrocarbures, mais pas d'y échapper car leurs stocks ne sont pas non plus infinis. Il est donc primordial de leur trouver des substituts.

L'enjeu est de taille car les hydrocarbures fournissent aujourd'hui 80% des besoins énergétiques mondiaux, contre seulement 20% pour les sources d'énergie non carbonées (nucléaire, éolien, solaire...). Inverser ces proportions du jour au lendemain est de fait impossible. Une période d'adaptation intermédiaire est à prévoir. C'est ce que l'on appelle la « transition énergétique ».

Les plus pressés devront attendre. Selon les experts, cette transition devrait s'échelonner sur au moins un siècle, dans la mesure où elle nécessitera non seulement de développer les énergies renouvelables mais aussi d'améliorer l'efficacité énergétique des machines pour les rendre moins gourmandes en énergie. Afin qu'elle puisse s'achever aux alentours de 2100, l'Institut Français du Pétrole (IFP) estime indispensable que les énergies alternatives parviennent à répondre à la moitié de la demande dès 2050.

Un objectif très ambitieux puisque les besoins énergétiques ne cessent d'augmenter. Si l'on en croit l'Agence Internationale de l'Énergie, ils risquent de progresser d'environ

40% d'ici à 2030.

Comment les océans régulent-ils la température du Globe ?

<http://www.lepoulsdelaplanete.com/> 4 avril 2013

Les océans, qui couvrent 70% de la surface de notre planète, forment un énorme réservoir qui atténue les variations climatiques. L'eau de mer possède en effet une inertie thermique presque deux fois supérieure à celle de la terre ferme. Son voisinage réduit donc les contrastes de températures. Ainsi, la ville russe d'Irkoutsk, qui se trouve en plein milieu d'un continent, enregistre des écarts de 50°C (de -27°C en hiver à +23°C en été), alors que l'île Macquarie située presque à la même latitude (mais dans l'hémisphère Sud) n'est confrontée qu'à des amplitudes moyennes de 6,3°C (de 2,5 à 8,8°C).

Les courants océaniques jouent également un rôle important, dans la mesure où ils transportent des eaux chaudes superficielles de l'équateur vers les pôles, et des eaux froides profondes en sens inverse. C'est ainsi, par exemple, que le Gulf Stream, qui charrie des eaux équatoriales de l'Atlantique vers le Nord, adoucit le climat de l'Ouest de l'Europe. En son absence, le thermomètre pourrait descendre en France à certaines périodes de l'année sous la barre des - 40°C !

Mais les océans sont aussi de grands modérateurs du changement climatique global, car ils emmagasinent la chaleur de l'atmosphère et piègent le CO2 contenu dans l'air. Ils ralentissent ainsi la montée des températures en freinant l'augmentation de l'effet de serre. Leur capacité de stockage n'est toutefois pas illimitée. S'ils arrivaient un jour à saturation, ils ne pourraient plus amortir l'envolée des températures.

Le nombre d'affamés dans le monde semble plus proche de deux milliards que de 870 millions

18 février 2013 / Frédéric Dévé Reporterre



Selon les estimations de la FAO, le monde compterait environ 870 millions de personnes sous-alimentées. Ce chiffre découle, non d'un recensement, mais d'une méthodologie selon certaines hypothèses de calcul. En 2012, la FAO a revu ces hypothèses dans un sens plus réaliste. Ce qui conduit à estimer le nombre de personnes sous-alimentées à... environ deux milliards.

Le rapport de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) sur [l'état de l'insécurité alimentaire 2012](#), publié en automne dernier, a présenté de nouvelles estimations du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées.

La méthodologie aboutit à estimer que la sous-alimentation chronique touche encore 870 millions de personnes dans le monde, dont 850 millions dans des pays en développement. Il n'y a pas eu de scoop ni d'agitation particulière autour de cette publication.

Et pourtant... une observation importante mérite d'être faite. La méthodologie d'estimation du rapport 2012 a en effet été ajustée, et parmi les innovations s'en trouve une qui peut questionner drastiquement les chiffres retenus et diffusés, et l'optimisme ambiant (très relatif il est vrai) concernant l'objectif du millénaire N°1.

C'est un indice de prévalence de l'inadéquation de l'alimentation qui a été utilisé, et non plus l'ancien indice de privation chronique d'alimentation.

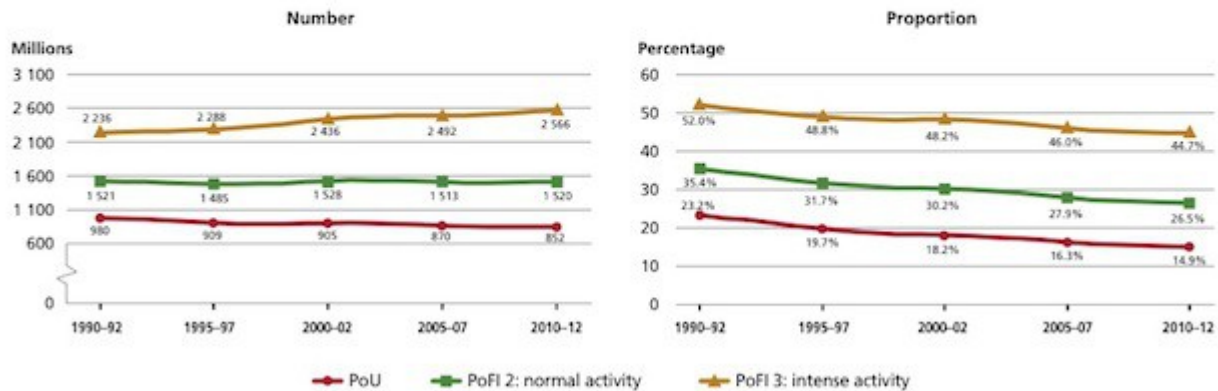
Ce nouvel indicateur est analogue conceptuellement à l'ancien, mais :

- ▶ 1) il est calculé en établissant le seuil calorique de la sous-alimentation par rapport aux besoins énergétiques à un niveau plus élevé ; et surtout
- ▶ 2) le seuil calorique retenu peut maintenant être décliné en fonction des besoins énergétiques de trois différents styles de vie : activité physique modérée, normale et intense. Et c'est selon chacun de ces trois styles de vie que l'indice permet de mesurer maintenant le pourcentage de la population qui est en risque de ne pas couvrir ses besoins alimentaires.

Dans un souci de transparence, la FAO publie sa méthodologie dans l'annexe technique du rapport. Personne n'y a prêté garde. Il y apparaît cependant que le chiffre de 870 millions de personnes repose sur l'hypothèse d'un style de vie à activité physique « *modérée* ».

FIGURE A2.2

Undernourishment and food inadequacy in the developing world
Impact on hunger estimates of alternative definitions of the minimum dietary energy requirements



Impact sur les estimations de la faim des définitions alternatives du minimum énergétique diététique requis - Annexe 2, p. 55 du SOFI

Voilà qui est surprenant, peut-on se dire. En effet, les trois quarts des personnes souffrant de la faim sont des ruraux des pays en développement pour lesquels cette hypothèse ne saurait s'appliquer (que l'on pense aux femmes et enfants dans les travaux aux champs pour la préparation du sol et les récoltes, les distances parcourues pour avoir accès à l'eau, au marché, au bois, les journées de dur labeur comme journaliers... s'agit-il d'activité physique modérée ?).

Si l'on applique l'hypothèse d'une activité « normale », le chiffre des personnes affectées par la sous-alimentation passe à 1,5 milliards de personnes. Si on retient l'hypothèse d'une activité « intense » (plus réaliste au style de vie paysan), ce chiffre passe à 2,5 milliards de personnes.

Il semble sur ces bases que ce n'est donc pas le chiffre de 870 millions d'affamés qu'il faut avoir en tête, mais quelque chose entre 1,5 milliards et 2,5 milliards d'affamés.

Note :

- Lien vers le [rapport "SOFI" en anglais dans son intégralité \(State of Food Insecurity\)](#).

Faire de l'engrais avec nos ordures ménagères, la fausse bonne idée

sophie_caillat Publié le 07 juillet 2012 Le Nouvel Observateur

C'est une de ces guerres de religion dont les chapelles de l'écologie sont les spécialistes. Au départ, une bonne idée : la technologie du « tri mécano-biologique » (TMB) doit permettre, à partir de nos ordures ménagères (la poubelle du tout-venant), de créer une matière qui retourne à la terre pour la fertiliser, la nourrir.

Les industriels l'appellent abusivement « compost », alors que, rappelle Jean-Jacques

Fasquel, [maître-composteur à Paris](#), le compost, ce sont des déchets organiques biodégradables qui se transforment en terreau fertile, comme nous l'ont appris [les amis de Pierre Rabhi](#).

Là, on met toute la poubelle en usine, celle-ci trie pour nous, produit du gaz méthane en passant, et ressort un substrat théoriquement réutilisable en agriculture. Idéal sur le papier.

La méthode alternative consiste à collecter à part les [biodéchets](#) (alimentaires et verts) et oblige donc le citoyen à un tri supplémentaire.

L'idée est de « valoriser » comme disent les industriels, et de réduire le volume de ce qui part à l'incinérateur.

A Romainville, les travaux de l'usine arrêtés

De grosses usines faisant tri, méthanisation et compost, fleurissent un peu partout depuis le Grenelle de l'environnement. Comme celle qui est en projet à Romainville dont [des riverains particulièrement en colère](#) ont réussi à empêcher le début des travaux.

Les opposants à ce projet dénoncent non seulement les nuisances (odeurs, mouches...), mais aussi le « mensonge » de la promesse initiale : non, nos poubelles ne produisent pas un compost utilisable en agriculture, clament-ils.

Le projet de Romainville [divise](#) y compris au sein du PS et d'EELV. « On s'est fait rouler dans la farine », disent même certains élus écologistes.

Une norme, certes, mais laxiste

Cette semaine, les [Assises des déchets à Paris](#) ont été l'occasion d'un débat serré entre les tenants et les opposants de cette méthode.

En ouverture d'une table ronde sur le sujet, Yves Coppin, de Véolia Environnement, se félicitait que « 10 à 12% de la population française valorise ses biodéchets ». Et d'ajouter que dans les 27 usines françaises de « TMB » on fait entrer 1 million de tonnes d'ordures ménagères résiduelles et sortir 250 000 tonnes de compost pour l'agriculture.




Schéma simplifié des usines équipées de TMB (Bureau Horizons)

Un chiffre contesté par Roger Beaufort, du bureau d'études [Horizons](#) :

« Sur les 250 000 tonnes de “compost” produit, combien est réellement utilisé dans l'agriculture ? A Montpellier ou Fos, seulement 10% en 2010, le reste repart en décharge car il n'est pas à la norme. »

Et encore, la norme française [NFU-44 051] est trop permissive : elle autorise 5 kg de verre et de métaux, 2,75 kg de plastiques par m³ de compost sans compter les métaux dangereux. De plus, seulement quatre contrôles par an sont effectués, et l'échantillon testé est à la discrétion de l'industriel.

Il y a un consensus pour juger cette norme insuffisante, comme le relève un [rapport du Sénat](#) de juin 2010 (page 33).

« Vigilance, voire défiance des agriculteurs »

Lors des Assises des déchets, les opposants à la technique ne se sont pas gênés pour poser à l'industriel des questions qui fâchent. Exemples :

- Le compost est-il vendu aux agriculteurs ?
- Non, seul le coût du transport est facturé, a répondu Véolia.
- Le compost produit est-il mélangé à des déchets verts ?

- Oui (ce qui dilue le compost d'origine).

- L'Europe interdit l'utilisation de ce compost, à quoi serviront les usines ?

- On se posera la question, resteront les [plans d'épandage](#).

[Bruno Rebelle](#), ancien de Greenpeace reconverti dans le conseil en développement durable, a étudié l'acceptabilité du compost dans le monde agricole (mandaté par Véolia et les collectivités de la [FNCC](#)). Il souligne la « vigilance, voire défiance » des agriculteurs, par exemple face à des résidus d'antibiotiques :

« Pour eux il n'est pas question d'hypothéquer leur patrimoine, à savoir leur sol. »

Pourquoi mélanger pour trier après ?

Et que disent les autorités ? [L'avis de l'Ademe](#), agissant ici comme un bureau technique du ministère de l'Environnement, est plus qu'ambigu. Une position jugée « attentiste, incertaine », par Bruno Rebelle, qui regrette :

« Comme souvent, on pousse la technologie et après on se pose la question de savoir si ça marche. »

L'Europe, de son côté, doit se prononcer en fin d'année prochaine sur la [sortie ou pas du statut de déchet](#) de ces matières. La discussion est vive entre les Allemands qui veulent un compost fait uniquement à partir d'une collecte sélective de biodéchets et la France qui pousse le TMB.

Le réseau France Nature Environnement milite violemment contre le TMB technique, expliquant entre autres que 20 à 30% des piles seulement sont récupérées, et « l'élément vraiment difficile à maîtriser, c'est le tri des ménages. Pourquoi mélanger pour trier après ? » interroge l'association qui défend la collecte sélective à la source. Soit une tournée de camions de plus pour récupérer les matières dites « fermentescibles » [matière organique biodégradable].

Et Frédéric Lamouroux, de la Fédération nationale des collectivités de compostage, de s'emporter :

« Soit on dit aux gens vous bouffez vos déchets de A à Z, soit les collectivités doivent faire des choix. Il ne faut pas jeter l'anathème sur telle ou telle option. »

On n'imposera pas une collecte de plus avant dix ans

Yves Coppin, de Véolia Environnement, qui nous confie qu'il ne « supporte pas la pensée unique pro-TMB ou collecte séparée » juge ce débat « trop militant, pas assez factuel ». Mais il prévient :

« Je ne suis pas gêné d'entendre que les analyses ne sont pas suffisantes, faisons-en trois fois plus, simplement, cela coûtera au consommateur... »

Car au-delà de la sécurité sanitaire du compost, donc de notre alimentation, se pose la question du coût des deux méthodes. Bruno Rebelle :

« Dans un monde idéal, on demanderait aux gens de séparer au départ chez eux les matières organiques, sauf qu'on est particulièrement nuls en tri en France. Sauf mouvement autoritaire, on n'arrivera pas à imposer la collecte séparative, en tout cas pas avant dix ans. »

Alors que le Grenelle n'a pas réussi à donner une orientation claire sur ce sujet, les projets du nouveau gouvernement en la matière sont très attendus.

Energies du futur : nos cinq idées folles

Etienne_baldit Publié le 19 décembre 2012 Le Nouvel Observateur

[NYOUZ2DÉS: attention ici: ces projets soit ne fonctionne pas encore soit ont un TRE négatif (il faut dépenser 1000 watts pour en produire 100.)]

- Quand on parle d'[énergies renouvelables](#), on pense d'abord aux éoliennes, au solaire, à la biomasse ou à l'hydraulique. Mais les scientifiques du monde entier ont d'autres idées dans leurs cartons.

Parfois loufoques, beaucoup d'entre elles semblent « trop belles pour être vraies », ou reposent sur des technologies que l'on ne maîtrise pas encore parfaitement.

A l'occasion du [débat national sur la transition énergétique](#), Rue89 s'est penché sur cinq formes d'énergies nouvelles : crédibles, possibles « game changers » (révolutionnaires), ou futures bonnes idées rangées au placard ?

Nous avons pu les soumettre au jugement de [David J.C MacKay](#), physicien et professeur de philosophie à Cambridge, que nous avons rencontré lors de son passage à Paris.

Après la publication de son livre « [L'énergie durable - Pas que du vent !](#) » (téléchargement gratuit) en 2009, il a été nommé conseiller technique au Department of Energy and Climate Change, le ministère britannique de l'Energie.

Voilà donc nos cinq idées un peu folles, mais qui méritent réflexion.

1 Le thorium : le nucléaire propre ?

Ce minerai est au cœur d'un intense débat depuis les années 60. Ses plus fervents [défenseurs](#) le présentent comme l'« atome vert », la possibilité d'un nucléaire propre ; ses détracteurs, eux, dénoncent la « fable du thorium ».

Vu sous un certain angle, le thorium est plus qu'alléchant :

- il est **trois fois plus abondant** dans la nature que l'uranium (presque autant que le plomb) dont les ressources pourraient être épuisées d'ici à 2100 ;
- il est beaucoup plus difficile à utiliser pour fabriquer des **bombes nucléaires** ;
- son utilisation comme combustible produit **beaucoup moins de déchets**, qui peuvent pour la plupart être réinjectés dans le réacteur.

Pour David MacKay, nous disposons déjà de la technologie permettant d'utiliser le thorium :

« Avec des ajustements mineurs, le thorium peut être utilisé comme combustible dans les réacteurs actuels, en addition d'un peu d'uranium. Et une réflexion existe sur d'autres types de réacteurs, qui ont fonctionné par le passé et dont les propriétés en termes de sécurité étaient excellentes. »

Alors, si le thorium est si formidable, pourquoi est-ce qu'on ne l'utilise pas ?

« L'énergie durable - Pas que du vent ! », David J.C MacKay. De Boeck, 2009 « Au départ, la Grande-Bretagne a développé des réacteurs nucléaires afin d'obtenir du plutonium pour faire des bombes. L'électricité était une idée secondaire. C'est pour ça qu'on a choisi l'uranium. C'est probablement la raison pour laquelle les Etats-Unis et la France ont choisi l'uranium également. »

C'est l'une des légendes qui entourent le thorium : la recherche – prometteuse – menée dans les années 50 et 60 aux Etats-Unis aurait été stoppée au profit de la filière à l'uranium, afin de fabriquer des armes nucléaires.

« De l'énergie pour 10 000 ans »

Les critiques sont nombreuses [[PDF](#)], et les anti-thorium contestent pratiquement tous les avantages supposés qu'il présenterait. Principal obstacle : alors que la France souhaite [réduire la part du nucléaire](#) dans sa production d'énergie de 75 à 50% d'ici à 2025, investir dans le thorium reviendrait à relancer la filière.

Un petit groupe de [chercheurs du CNRS](#) basés à Grenoble travaille depuis 1998 sur un réacteur, retenu comme piste de réflexion lors du [Forum International Génération IV](#) en 2008 : [le réacteur rapide à sels fondus](#) (MSFR), qui utiliserait le thorium comme combustible liquide.

Avec ce type de réacteurs [surgénérateurs](#), 100% de la ressource utilisée comme combustible sont consommés, à la différence des réacteurs actuels : seul 1% de l'uranium extrait entre en effet dans la création d'énergie. Pour Daniel Heuer, membre de ce groupe de recherches, c'est la technologie, plus que le minerai, qui est intéressante :

« On gagne à la fois sur les ressources, qui deviennent potentiellement infinies, et sur les déchets. Et ce réacteur est intrinsèquement sûr, extrêmement stable et facilement pilotable. »

Leurs recherches sont purement académiques, et il n'existe pas encore de prototype concret du MSFR en France. Selon Daniel Heuer, les réticences des industriels du secteur, qui disposent de cinquante ans d'expérience avec la filière à l'uranium, vont constituer un frein majeur à l'adoption du thorium comme nucléaire du futur. Tout comme le coût de démantèlement du parc nucléaire et de l'installation de nouvelles infrastructures :

« On travaille à une solution durable, qui permettrait de produire de l'énergie pour 10 000 ans. On a bien 100 ans pour le faire, prenons le temps de le faire correctement. On n'est pas acculés. Et nos descendants ne pensent peut-être pas comme nous : cette solution doit donc être durable, mais aussi réversible. »

Récemment, la Chine a massivement [investi](#) dans la filière thorium. L'Inde, qui possède le quart des réserves mondiales, [l'utilise déjà](#) depuis quelques années, dans des réacteurs de troisième génération dits [Candu](#).

2 Du pétrole à base d'air

Les alchimistes rêvaient de transformer le plomb en or. Des ingénieurs britanniques y sont presque : ils sont parvenus à transformer l'air en pétrole, comme le [révéla](#)it The Independent en octobre. Un pétrole de synthèse à base d'air et d'électricité obtenu grâce à un procédé chimique complexe, [résumé](#) par Slate.fr.

Peter Harris, PDG de la petite entreprise britannique à l'origine de cette découverte, explique :

« Nous avons pris le dioxyde de carbone présent dans l'air et l'hydrogène présent dans l'eau, et nous les avons transformés en carburant. »

Ce carburant de synthèse, « beaucoup plus propre que celui obtenu à partir de pétrole fossile », serait compatible avec les moteurs existants.

Coûteux mais prometteur

Selon David MacKay :

« Cela pourrait être une technologie importante. Ça permettrait de faire des choses que l'on ne peut pas faire avec les énergies renouvelables actuellement : nos avions et navires de fret, par exemple, fonctionnent aux carburants liquides. Capturer le CO₂ présent dans l'air et le restituer en carburant nécessite un important apport d'énergie à la base. Mais c'est probablement une chose intelligente à faire avec notre énergie : c'est clairement une idée que je souhaite voir étudiée. »

Le procédé en est encore à ses débuts, et la technologie est pour le moment trop coûteuse pour un développement commercial. Mais Peter Harris espère le développement d'une raffinerie « d'ici 15 ans ».

3 L'énergie osmotique

L'énergie osmotique repose sur un phénomène physique : l'osmose. Lorsqu'une quantité d'eau salée et une quantité d'eau douce entrent en contact, séparées par une membrane semi-perméable, les molécules de sel attirent l'eau douce à travers la membrane. Ce passage génère une surpression sur la masse d'eau salée, qui peut alors être canalisée vers une turbine.

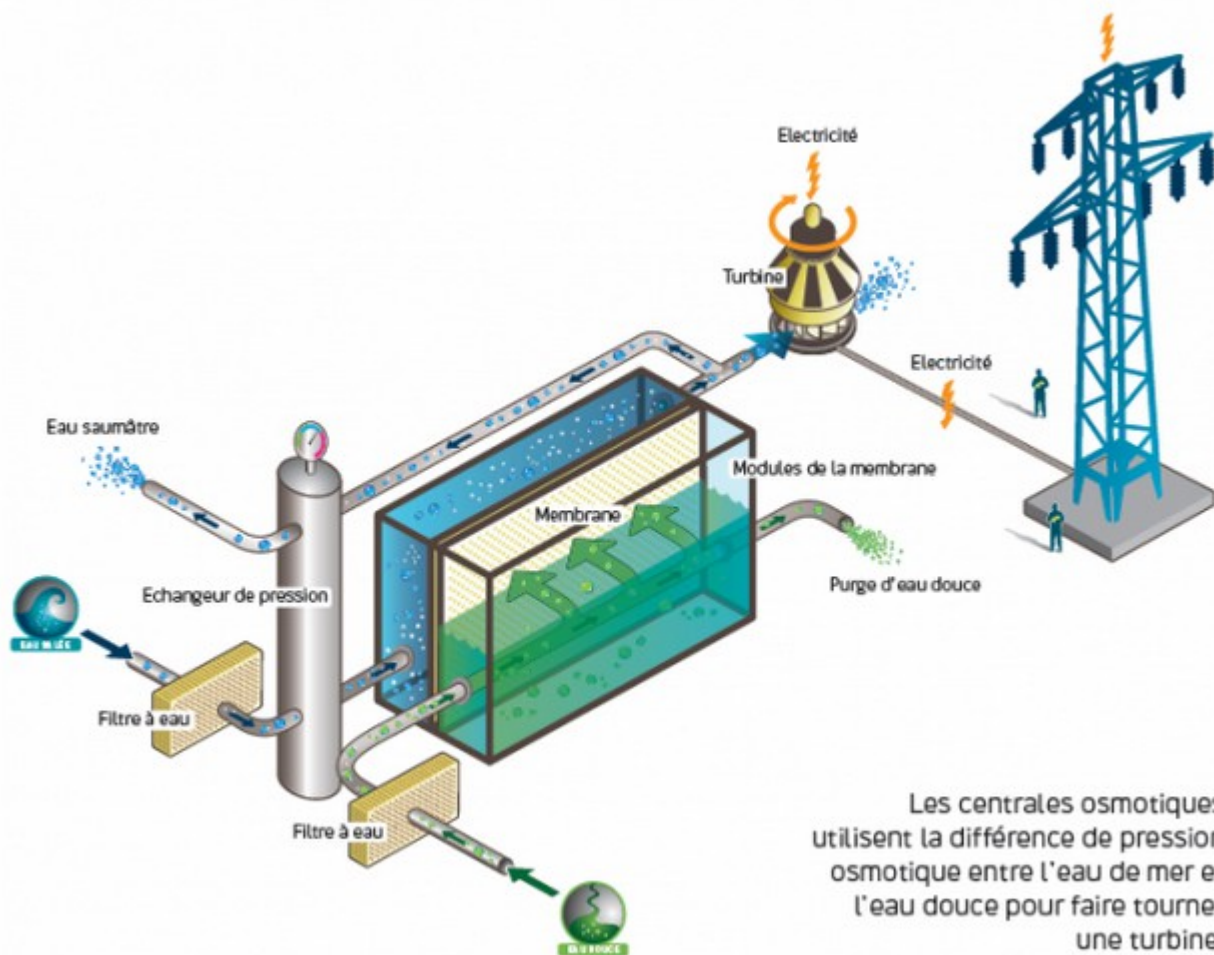


Schéma de fonctionnement d'une centrale osmotique - Statkraft

Les estuaires des fleuves, où l'eau de rivière se déverse dans la mer, constitueraient donc un formidable gisement d'énergie. Le potentiel énergétique d'un estuaire [équivaldrait](#) à celui d'une chute d'eau de 120 mètres de hauteur. Et tout pays côtier pourrait en principe exploiter cette énergie totalement propre.

L'idée est en réalité née dans les années 70, mais la technologie de l'époque n'était pas assez performante. Le [premier prototype de centrale osmotique](#) a été construit en 2009 à Tofte, en Norvège.

Mais les rendements restent assez faibles : trois watts par mètre carré de membrane. Les ingénieurs de l'entreprise [Statkraft](#), à l'origine du projet, travaillent actuellement sur une usine d'un à deux MW, ce qui nécessiterait une membrane de 200 000 m².

Trop faible pour changer la donne

Une deuxième centrale a été créée au Japon, et une troisième est en cours de construction aux Etats-Unis. Stein Erik Skillhagen, responsable de l'énergie osmotique à Statkraft, [donne une estimation](#) encourageante :

« Le potentiel technique mondial de l'énergie osmotique est estimé à 1 600 TWh par an, soit l'équivalent d'environ la moitié de la production électrique européenne en 2009. »

David MacKay avait prévu un chapitre sur l'énergie osmotique dans son livre, mais ne l'a finalement pas inclus :

« Il y a un potentiel très important de plusieurs GW par rivière, soit l'équivalent de plusieurs centrales nucléaires. Mais seulement si vous parvenez à accomplir ce que disent les lois de la physique. Or, vous ne pouvez pas vraiment faire passer le flot entier d'une rivière à travers une membrane. En étant réaliste, et même avec une technologie vraiment au point, vous n'obtenez que 10% de l'énergie potentielle. Même en étant optimiste, je ne crois pas que cela pourra changer la donne. »

4 Un biocarburant aux bactéries

Les biocarburants se sont jusqu'ici heurtés au problème de leur impact environnemental. Produits à partir de canne à sucre, de betterave ou de maïs, ils nécessitent [l'utilisation de terres arables et d'eau potable](#). Une start-up américaine pense avoir réussi à contourner le problème, de façon spectaculaire.

Le e-éthanol mis au point par [Joule Unlimited](#) (en partenariat avec Audi) est en effet issu de bactéries génétiquement modifiées. Le processus, [détaillé](#) par le Figaro, est assez

simple : les bactéries sont entreposées dans des tubes de trois centimètres de diamètre qui servent de réacteur, remplis d'eau non potable et de CO2 issu d'activités industrielles ; exposées au soleil, elles exploitent la photosynthèse pour produire de l'éthanol ou du gazole.

On obtiendrait ainsi un carburant « vert », inépuisable et abordable.

« Ça ne sera pas l'arme fatale »

Selon Le Figaro :

« Le carburant e-éthanol [...] aurait les mêmes propriétés chimiques que le bioéthanol déjà sur le marché. Mélangé avec 15% d'essence fossile, il pourrait alimenter les véhicules conçus pour fonctionner au superéthanol E85. Quant à l'e-diesel, [...] il procurerait de meilleures performances » que le gazole d'origine fossile.

Mais David MacKay reste sceptique :

« Cela nécessiterait des installations de très grande taille [notamment pour être directement connecté à la source de CO2, ndlr]. Et l'efficacité de bactéries qui transforment le soleil en énergie, n'est pas aussi grande que celle des panneaux solaires. Si cela peut être réalisé à bas coût et que cela produit un combustible liquide, ce serait un atout intéressant. Dans tous les cas, ça ne sera pas l'arme fatale. »

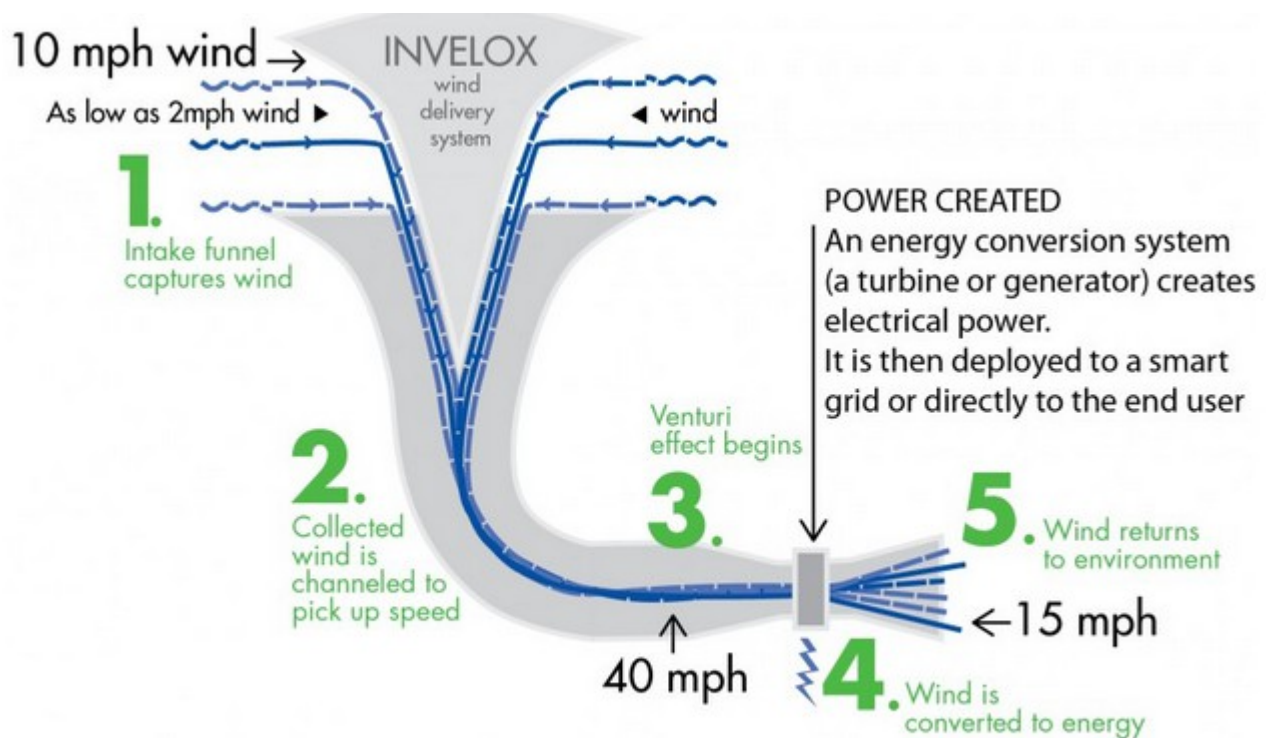
Peut-être pas, mais les rendements sont impressionnants, rappelle Le Figaro :

« Audi annonce 75 000 l/ha/an pour le e-éthanol, à comparer aux 7 000 l/ha/an de bioéthanol produit à partir de la betterave. Pour le e-diesel, le chiffre serait de 50 000 l/ha/an, contre 1 000 l/ha/an pour le biodiesel. »

La mise sur le marché est prévue en 2014 pour l'e-éthanol, en 2016 pour l'e-diesel, et le coût de production est estimé à 0,25 euro le litre dans les deux cas. Incroyable ? Une unité de fabrication est en construction dans l'Etat du Nouveau-Mexique.

5 Les éoliennes du futur

[Sheerwind](#), une petite entreprise américaine, pense avoir trouvé la solution aux principaux problèmes que rencontre l'éolien : stockage, raccordement au réseau, production discontinuée en raison de la variation du vent...



Fonctionnement d'Invelox - Capture d'écran de Sheerwind

Fonctionnement d'Invelox - Capture d'écran de Sheerwind

Avec ces éoliennes en forme d'entonnoir, l'air est aspiré dans un conduit où sa vitesse est décuplée, avant de passer dans une turbine ou un générateur. Le nom du projet : [Invelox](#), pour « increasing the velocity of the wind » (« augmenter la vitesse du vent »). Le rendement en termes d'énergie produite serait ainsi trois fois plus important qu'avec une éolienne classique, à vitesse de vent égale.



Une éolienne - [NoA²/Flickr/CC](#)

Ces éoliennes présenteraient d'autres avantages :

- le coût net par MWh produit serait **38% inférieur** ;
- un **vent de 3km/h suffit** pour commencer à produire de l'électricité (contre 10 à

- 15 km/h avec une éolienne classique) ;
- la turbine étant basée au sol, elles sont **beaucoup plus petites**, ainsi que les pales (« la moitié de la taille, trois fois plus d'énergie », clame Sheerwind) ;
 - elles permettraient d'**éviter les nuisances** liées aux vibrations des éoliennes pour les personnes vivant à proximité : maux de têtes, fatigue, vomissements.

Plusieurs travaux d'experts, qui ont modélisé la technologie Invelox, sont arrivés à des conclusions opposées. [Selon la Technology Review](#) du Massachusetts Institute of Technology :

« Le PDG Daryoush Allei explique que les tests initiaux sans la turbine ont montré un quasi-doublement de la vitesse du vent passant dans le mécanisme, comme prédit par les modélisations antérieures. Selon Allei, ils vont désormais installer la turbine et commencer à surveiller le rendement d'énergie produite. »

David MacKay, lui, n'en avait pas entendu parler : on lui a posé une colle. Mauvais signe ?

Océan Arctique : découverte d'une importante zone d'accumulation de déchets plastiques au nord de l'Europe

19 Avril 2017 (Fondation Tara Oceans)



Voilie un bateau vraiment écolo

Les expéditions de recherche scientifique Tara Oceans 2009-2013 (France) et Malaspina 2010 (Espagne) ont mis en évidence le transport à grande échelle de débris de plastique flottants depuis l'océan Atlantique jusqu'à l'Arctique. L'étude, publiée dans Science Advances, confirme qu'en seulement quelques décennies d'utilisation de matières plastiques, la pollution marine résultante est déjà devenue un grave problème jusque dans l'Arctique.

Bien que la faible densité de population du bassin arctique ne produise que peu de déchets sur place, cette nouvelle étude montre que les mers du Groenland et de Barents (la partie nord de l'Atlantique Nord) accumulent de grandes quantités de débris plastiques, apportés par les courants océaniques. Dans cette région du monde, les répercussions écologiques potentielles de l'exposition aux débris plastiques sont amplifiées par le caractère unique de cet écosystème, encore vierge et reculé.

L'équipe chargée de l'étude, dirigée par le professeur Andrés Cózar de l'Université de Cadix en Espagne, est composée de 12 institutions de 8 pays : la Fondation Tara Expéditions (France), l'université des sciences et technologies du roi Abdallah (Arabie saoudite), le CNRS (France), l'Imperial College de Londres (Royaume-Uni), le Lake Basin Action Network (Japon), l'université des îles Baléares, le Conseil supérieur de la recherche scientifique (CSIC, Espagne), l'université de la Sorbonne, l'université d'Aarhus (Danemark), l'université d'Utrecht (Pays-Bas), l'université de Harvard (USA), la Fondation basque pour la science IKERBASQUE (Espagne) et le Centre technologique expert en innovation marine et alimentaire AZTI (Espagne).

L'équipe de recherche d'Andrés Cózar avait précédemment démontré que chacun des cinq gyres océaniques agit comme une immense zone de convergence pour les débris plastiques flottants. Dans une étude plus récente, ils ont montré que les mers semi-fermées à forte densité de population, telles que la Méditerranée, peuvent également constituer des zones d'accumulation importante de débris plastiques. L'océan Arctique, éloigné des zones d'habitation, n'était initialement pas candidat à l'accumulation de microplastiques.

Lors de l'expédition TARA OCEANS, la goélette Tara a effectué des prélèvements autour du bassin Arctique et échantillonné des microplastiques pendant cinq mois afin de réaliser une carte mondiale de la pollution plastique flottante. « Les concentrations en plastique dans les eaux arctiques étaient faibles, comme nous nous y attendions, mais nous avons découvert un secteur au nord des mers du Groenland et de Barents présentant des teneurs relativement élevées » commente Andrés Cózar. « Il y a un transport continu de déchets flottants depuis l'Atlantique Nord, et les mers du Groenland et de Barents constituent une impasse pour ces plastiques, convoyés vers le pôle par les courants marins et contraints de rester en surface. »

La quantité de débris plastiques flottants piégés dans les eaux de surface de cette zone est estimée à plusieurs centaines de tonnes. Elle est constituée de près de 300 milliards d'éléments, principalement des fragments de la taille d'un grain de riz. Les quantités sont peut-être plus importantes encore. L'eau de surface n'étant pas la destination finale du plastique flottant, l'étude émet l'hypothèse que des quantités importantes existent sur les fonds océaniques de l'Arctique.

Si une partie des plastiques trouvés dans l'Arctique provient de sources locales, principalement du fait de l'augmentation de l'activité maritime dans cette zone, les charges élevées de plastique dans l'océan Arctique résultent en majeure partie du

transport à grande échelle de déchets, provenant des côtes densément peuplées de l'Atlantique Nord, généré par les courants océaniques. Ce transfert de plastique vers les pôles est lié à la circulation méridienne de retournement dans l'Atlantique, un « tapis roulant » connu jusqu'à présent pour redistribuer la chaleur des latitudes les plus chaudes vers les pôles.

Pour déterminer le devenir du plastique dans l'Atlantique Nord, l'équipe a utilisé des données provenant de plus de 17 000 bouées dérivantes flottant à la surface de l'océan et suivies par satellite. « Ce qui est vraiment inquiétant, c'est que nous pouvons suivre ce plastique jusqu'aux abords du Groenland et dans la mer de Barents directement depuis les côtes du nord-ouest de l'Europe, du Royaume-Uni et de la côte est des États-Unis. Ce sont nos déchets plastiques qui finissent là-bas », déclare van Sebille de l'Institut Grantham à l'Imperial College de Londres.

L'humanité utilise du plastique depuis seulement quelques décennies, mais la pollution générée dans les milieux marins est déjà un problème à l'échelle mondiale – preuve indubitable que les hommes ont la capacité d'altérer notre planète. « La mer n'a pas de frontière, » souligne Maria Luiza Pedrotti du CNRS, « une pollution plastique générée dans un endroit peut souiller d'autres régions isolées et exercer ainsi des effets dévastateurs sur un écosystème vierge tel que l'Arctique. Cette zone forme un cul-de-sac, une impasse où les courants laissent les débris à la surface. Nous assistons peut-être à la formation d'une autre poubelle de la planète, sans comprendre totalement les risques encourus pour la faune et la flore locales ».

« Les résultats de cette étude soulignent l'importance de minimiser et de mieux gérer les déchets plastiques dès leur source par les industriels, dans les foyers, par les collectivités et les États car une fois que ceux-ci atteignent l'océan, leur destination et leurs impacts deviennent incontrôlables » dit Romain Troublé, directeur de la Fondation Tara Expéditions.

SECTION ÉCONOMIE



Venezuela: trois morts dans des manifestations, l'opposition appelle à de nouveaux rassemblements

Publié le 20 avril 2017 à 12:00:02 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

Des centaines de milliers de manifestants anti-Maduro ont défilé dans plusieurs villes du pays, mercredi. L'opposition vénézuélienne appelle à de nouvelles... Lire la suite



IBM: baisse du chiffre d'affaires pour le 20ème trimestre consécutif

Publié le 20 avril 2017 à 09:00:52 par Tiger54 / 1 commentaire / 0 Vues

Sur les trois premiers mois de 2017, le chiffre d'affaires a accusé une baisse de 3% à 18,2 milliards de dollars, soit un repli encore plus prononcé... Lire la suite



Marc Fiorentino: « la population japonaise va s'effondrer de 31% d'ici 2065 »

Publié le 20 avril 2017 à 08:00:45 par Tiger54 / 16 commentaires / 0 Vues

Au Japon, le National Institute of Population and Security Research a publié de nouvelles projections démographiques. Comptant aujourd'hui près de 127 millions... Lire la suite



Le pétrole baisse lourdement après des chiffres décevants aux Etats-Unis

Publié le 20 avril 2017 à 07:00:59 par Tiger54 / 3 commentaires / 0 Vues

Les cours du pétrole ont fortement baissé mercredi sous le coup de chiffres sur l'offre américaine jugés globalement défavorables, dans un contexte de doutes sur... Lire la suite



La Fed d'Atlanta abaisse sa prévision de croissance du 1er trimestre à 0,5%

Publié le 20 avril 2017 à 06:00:34 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

Alors que Janet Yellen affirme que « l'économie va bien », en réalité, c'est plutôt l'inverse... En effet, la Fed... Lire la suite



Engie va supprimer plus de 600 emplois

Publié le 20 avril 2017 à 04:00:47 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

Engie a annoncé ce mercredi la suppression de plusieurs centaines de postes dans le cadre de la réorganisation de ses fonctions support, avec au total 618 salariés... Lire la suite



Etats-Unis: Baisse inattendue de la production manufacturière en mars. Plus fort repli en sept mois

Publié le 19 avril 2017 à 19:00:30 par Tiger54 / 1 commentaire / 0 Vues

La production manufacturière a baissé en mars aux Etats-Unis de manière inattendue, accusant son plus fort repli en sept mois sous l'effet notamment d'un recul... Lire la suite



Etats-Unis: Recul plus fort que prévu des mises en chantier

Publié le 19 avril 2017 à 18:00:16 par Tiger54 / 2 commentaires / 0 Vues

Les mises en chantier de logements aux États-Unis ont reculé plus fortement que prévu en mars pour atteindre leur plus bas niveau en quatre mois, selon les données du... Lire la suite



Algérie: Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2017

Publié le 19 avril 2017 à 13:00:38 par Tiger54 / 7 commentaires / 0 Vues

Le Fonds monétaire international prévoit un ralentissement de la croissance en Algérie pour 2017, selon son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales,... Lire la suite



E-meute: Fond de retraite : L'insuffisance évidente de votre futur financier.

Publié le 20 avril 2017 à 13:00:39 par Tiger54 / 4 commentaires / 0 Vues

Martin Prescott, rédacteur en chef du site e-meute.com, évoque dans un premier temps, la guerre qui vient d'être engagée contre la liberté d'expression sur... Lire la suite



Au Venezuela, les pauvres n'ont jamais été aussi nombreux

Publié le 20 avril 2017 à 05:00:17 par Tiger54 / 7 commentaires / 0 Vues

Selon des études universitaires, la pauvreté toucherait 82% des foyers. Pour les Vénézuéliens, l'arepa, la petite galette de maïs beurrée ou avec du fromage,... Lire la suite

Que faire de votre argent aujourd'hui ?

Rédigé le 20 avril 2017 par [Bill Bonner](#)

Nous avons récemment gagné une petite somme — le dividende d'un atelier de menuiserie au Nicaragua. La boutique a été fondée avec un investissement modeste et des ambitions tout aussi limitées. Mais à mesure que le nombre de gens construisant des maisons sur la côte augmentait, il en allait de même pour l'activité.

A présent, nous voilà avec un profit.

La question : que faire de cet argent ?

Acheter des actions ? Des obligations ? Des liquidités ? De l'or ? De l'immobilier ?

Nous allons vous donner tout de suite le fin mot de l'histoire : nous avons décidé

d'investir dans un terrain forestier en Virginie.

Mais revenons sur nos pas et examinons les raisons de notre choix.

Nous détenons environ un tiers de notre patrimoine liquide en actions. Il s'agit en partie de recommandations conservatrices, de long terme.

Nous avons un autre petit portefeuille d'ETF boursiers sur des pays spécifiques. L'idée est simple : les entreprises individuelles font faillite. Les pays, rarement. Par conséquent, lorsque tout un marché boursier est éreinté et détesté, il y a de bonnes raisons de penser qu'il va rebondir.

Cette idée provient d'une stratégie popularisée par le gestionnaire de fonds Michael B. O'Higgins.

Nous achetons les marchés les moins chers au monde... et nous attendons.

Pas d'analyse boursière. Pas de théories. Pas de frais d'investissements. Pas de recherches ou de questions sur ce qui va se passer ensuite. La liste actuelle des perdants : Turquie, Malaisie, Mexique, Danemark et Grande-Bretagne.

Une « assurance » en cash

Cette approche ne convient pas à tout le monde.

En effet, tout le monde ne peut pas attendre le long terme. Et à court terme, tout peut arriver. Des marchés épouvantables — comme la Grèce — peuvent devenir encore plus épouvantables.

Par ailleurs, le paysage boursier est morose partout dans le monde.

Les actions sont valorisées pour un monde de taux zéro ou presque — un monde qui ne pourra pas durer encore bien longtemps.

Nous préfererions donc ne pas mettre encore plus d'argent dans les actions.

Les obligations ?

Oubliez ça. Selon nos estimations, le marché haussier obligataire de ces 37 dernières années a atteint son sommet en juillet dernier.

Les obligations de bonne qualité pourraient remonter durant la prochaine crise. Puis elles finiront assassinées par l'inflation et la hausse des taux d'intérêt.

Il faudra des nerfs d'acier pour une telle stratégie.

Les obligations de pacotilles, elles, seront vendues à tour de bras dès que la prochaine crise du crédit commencera.

Impossible de dire quand ou comment, mais à nos yeux, le risque est élevé.

Le *cash* ?

Un tiers de notre épargne est déjà placé en liquidités — la moitié en dollars US, l'autre moitié en francs suisses.

Détenir des francs suisses est douloureux. Les banques nous facturent un taux d'intérêt négatif. Nous avons l'intention de mettre l'argent ailleurs ; simplement, nous n'avons pas encore décidé où.

Le dollar ?

Le problème, avec le billet vert, c'est que l'inflation des prix à la consommation atteint probablement le double du chiffre officiel... et on dirait que la situation pourrait empirer.

Les récents comptages du MIT — qui collecte quotidiennement 15 millions de prix en ligne — révèlent que les prix prennent jusqu'à +3,6% par an. Près de deux fois le taux officiel.

Difficile à dire, mais nous pourrions perdre entre 2% à 3% par an sur nos détentions en dollars.

Conserver des dollars ne nous embête pas, ceci dit. C'est une forme d'assurance. Si nous avons raison au sujet de la crise qui s'annonce, ils seront le meilleur « investissement » que nous ayons.

Mais plus cette crise met de temps à se déclencher, plus l'assurance nous coûte. Et comme nous le rappelle Voltaire, la devise papier finit toujours par revenir à sa valeur intrinsèque — c'est-à-dire zéro.

Or ou bitcoin ?

L'or est une autre forme d'assurance.

Il représente un tiers de nos investissements liquides.

Nos enfants sont d'avis que l'or est réservé aux vieux croûtons. Ils pensent que les crypto-monnaies comme le bitcoin rendront l'or obsolète. Peut-être ont-ils raison — mais nous préférons attendre que ce soit prouvé.

De plus, lorsque la crise se déclenchera, elle sera probablement accompagnée d'une vaste panne dans le système de traitement électronique de l'argent. Même le réseau électrique et internet pourraient être affectés.

Vous pourriez avoir des millions en bitcoins — mais être dans l'incapacité d'y accéder.

Une pièce d'or confortablement nichée dans votre poche n'a pas besoin de câbles, d'électricité ou de connexion internet.

Mais le métal jaune n'est pas bon marché. Selon nos estimations, il est à peu près au juste prix. En tant qu'assurance, il ne vous coûte rien de plus. Mais en dehors de ce rôle, il ne présente pas de marge de hausse évidente.

Alors quoi ?

Le problème avec les actions, les obligations, le *cash* et l'or, selon nous, c'est qu'ils n'ont rien d'amusant.

L'immobilier, en revanche...

Oui, il peut être casse-pieds. Oui, on peut perdre beaucoup si l'on n'est pas prudent. Mais l'immobilier peut aussi être un bon moyen de mettre de l'argent à l'abri pour le futur.

Récolter de la richesse

Warren Buffett a expliqué un jour que l'un de ses meilleurs investissements était une ferme dans l'Illinois.

Il n'avait aucune intention précise. Il ne suivait pas les prix agricoles. Il l'a simplement oubliée. Et sa valeur a grimpé.

Les choses ne se passent pas toujours ainsi. Nous avons investi dans une propriété près de San Martín de les Andes il y a 20 ans environ. Aujourd'hui, elle vaut ce que nous l'avons payée (en dollars nominaux). Pas un sou de plus.

La forêt, en revanche, est généralement un bon investissement dans la catégorie « achetez et oubliez ».

Vous achetez. Vous payez les taxes. Vous engagez un spécialiste pour gérer le terrain. Puis, de nombreuses années plus tard, vous... ou vos enfants... récoltez les arbres.

Dans un rapport de 2010 signé Charlie Curnow, chez Advisor Perspectives :

« Entre 1987 et 2009, la mesure la plus commune de la performance de la forêt en tant que classe d'actif — l'indice forestier du National Council of Real Estate Investment Fiduciaries, qui suit un large éventail de propriétés forestières acquises sur le marché privé uniquement dans un but d'investissement — a engendré un rendement annuel composé de plus de 14%. Le S&P 500, en comparaison, a rapporté environ 9,4% sur la même période ».

Qui plus est, si l'on achète au bon endroit, on peut décider d'utiliser sa propriété forestière pour d'autres desseins.

Dans notre cas, nous avons payé plus que de raison pour de la forêt « pure ». Mais l'emplacement était crucial. Le terrain que nous avons acheté se trouve à une demi-heure de Charlottesville, une charmante ville universitaire.

Il se trouve aussi à une demi-heure de route de chez notre soeur, et tout près de la maison de notre frère.

Alors que nous envisageons la dernière partie de notre vie, nous pensons... peut-être...

que nous nous construirons un petit bungalow près du reste de la famille.
Je désherberai le jardin... tandis qu'Elizabeth tricoterà près de la cheminée...
Nous ferons sauter nos petits-enfants sur nos genoux...
... Nous chanterons nuit et jour...
... Et nous encaisserons les chèques de retraite que nous versera l'Etat.

Pouvoir d'achat, revenu et fake statistics

Rédigé le 20 avril 2017 par [Simone Wapler](#)

Donald Trump a popularisé les *fake news* mais il y a beaucoup à dire aussi sur les statistiques, ou « données macroéconomiques », pour reprendre le style guilleret de l'INSEE. Il y a plus de *fake statistics* que de *fake news*.

[Hier, je vous parlais de notre pouvoir d'achat](#), de nos revenus et des statistiques.

Quelle ne fut pas ma surprise de lire dans l'étude de l'OFCE la phrase suivante :

« Ce sont surtout les revenus réels du capital par ménage (qui intègre les loyers 'fictifs' des ménages occupant le logement dont ils sont propriétaires) qui ont connu une forte hausse sur cette période, augmentant deux fois plus vite (1,7% en moyenne par an) que les revenus réels du travail »

Une fois que vous êtes propriétaire de votre logement, les statisticiens considèrent que vous avez un revenu du capital (le loyer que vous ne payez pas). Les revenus des propriétaires sont donc artificiellement gonflés et vous remarquerez qu'ils augmentent plus que les « revenus réels » du travail. A ce propos, je me suis demandée ce qu'étaient les « revenus irréels » du travail, mais je n'ai pas creusé cette question. A chaque jour suffit sa peine...

Si, après avoir consenti à un sacrifice, nous sommes riches de ce que nous ne payons pas, voilà qui arrange bien le tableau économique.

Ne nous étonnons donc pas d'un décalage croissant entre ce que nous vivons au quotidien et les « vérités statistiques » dont les gouvernements nous bombardent pour nous démontrer qu'ils agissent au mieux de nos intérêts.

Ces statistiques ne nous empêchent pas de constater notre perte de pouvoir d'achat et une augmentation continue de nos dépenses contraintes, obligatoires. Pratiquement, nous perdons la main sur notre liberté financière. Ne nous étonnons pas dans ces conditions des votes « populistes » qu'on pourrait aussi bien qualifier de sceptiques.

Lorsque vous payez très cher de l'immobilier en contractant un crédit, le secteur financier obtient une rente, l'Etat obtient des rentrées fiscales (droit de mutation, taxe foncière, taxe d'habitation, plus-value) et on vous fait croire que vous êtes riche d'un

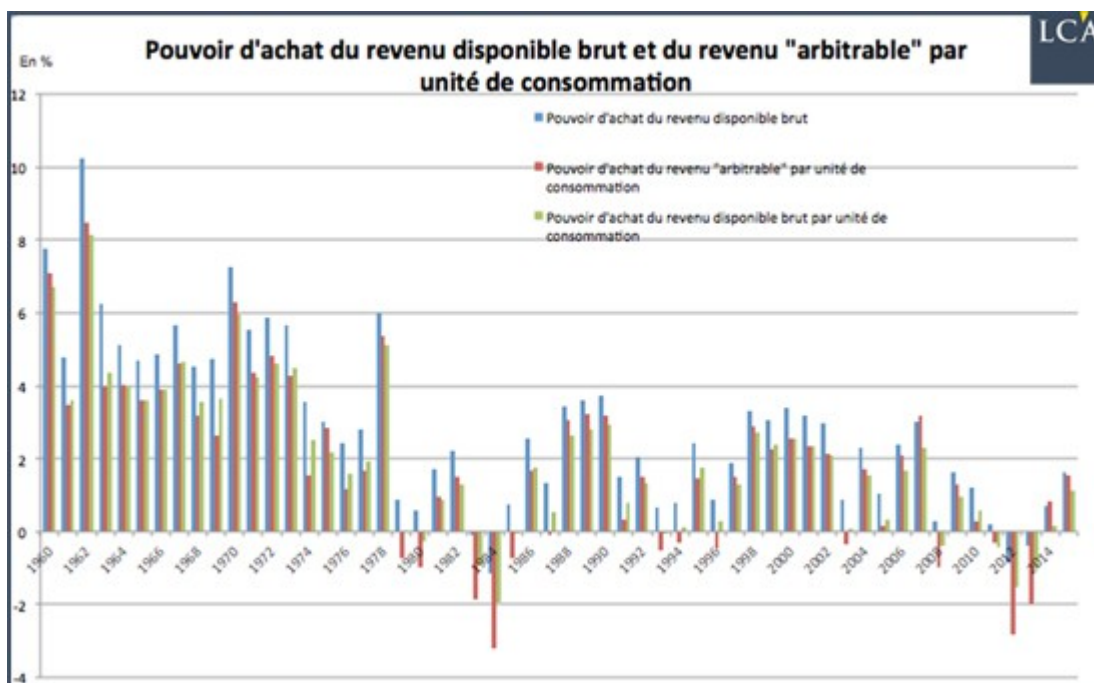
loyer fictif !

L'os à ronger du « pouvoir d'achat arbitrage »

Face à ce croissant « décalage de ressenti », l'INSEE a accouché de deux nouvelles mesures : celui de « revenu disponible arbitrage » et de « consommation finale pré-engagée ». Le tout débouchant sur un « pouvoir d'achat arbitrage ».

Nos statisticiens d'Etat quantifient ce qui nous reste vraiment, l'os qu'on nous laisse à ronger après avoir fait face à toutes nos obligations.

Voici ce que cela donne. Sur ce graphique, l'évolution (en%) de l'os à ronger est en rouge. Lorsque le rouge est sous l'horizontale, l'os est diminué ; lorsque le rouge est au-dessus de l'horizontale, l'os grossit un peu.



Source INSEE

Vous constatez que depuis 1979, en moyenne, ce « revenu arbitrage » progresse de moins en moins. C'est certainement une coïncidence, mais depuis cette date, la mainmise de l'Etat sur notre économie ne cesse de croître. Elle est passée de 45% à 57%.

Et encore, ces jolis graphiques de statisticiens ne disent pas tout.

Prenons un exemple :

En 2011, le revenu baisse de 0,5%. Vous aviez 100, il vous reste 99,5.

En 2012, le revenu baisse de 3%. Vous aviez 99,5, il vous reste 96.

En 2013, le revenu baisse de 2,2%. Vous aviez 96, il vous reste 93,3.

En 2014, le revenu progresse de 0,6%. Il vous reste 93,9.

En 2015, le revenu progresse de 1,3%. Il vous reste 95,1.

Pour simplement récupérer votre niveau de 2011, il faudrait en 2016 une progression de 5,15%. Du jamais vu depuis... 1978 !

Comment votre pouvoir d'achat arbitral se rétrécit comme une peau de chagrin

Oui, nous sommes volés de nos gains de productivité depuis des années. Ces gains de productivité, l'économie réelle les conquiert face à une concurrence, souvent mondiale. Mais cet argent est allé arroser le sable des subventions et du capitalisme de copinage.

Car c'est bien le but de ces normes, règlements, subventions : vous contraindre à dépenser là où l'Etat pense que c'est bien. Et l'Etat pense mieux et plus que vous.

Récemment, le gouvernement a ainsi pensé que les copropriétaires étaient incapables de planifier leurs travaux. Pourtant, en constatant le délabrement de certains bâtiments publics, vous auriez tendance à penser que c'est l'Etat lui-même qui a du mal à planifier ses travaux d'entretien et ne devrait pas nous donner de leçons, mais revenons à notre sujet...

Le législateur, dans sa grande bonté, a voulu protéger contre eux-mêmes les propriétaires imprévoyants. Depuis le 1er janvier 2017, une loi contraint les copropriétaires à bloquer au moins 5% du budget de dépenses d'une copropriété dans un compte spécial.

Evidemment, cette loi fait le bonheur des syndicats de copropriété et des banques dépositaires.

Bien sûr, cette loi ampute aussi votre « pouvoir d'achat arbitral » 2017 qui va encore en prendre un coup.

On attend le jour où sera adoptée la taxe sur le compte de provisions pour travaux (parce que les riches copropriétaires peuvent payer) ou encore l'intégration dans notre revenu imposable de la rémunération du compte de provisions pour travaux... A moins qu'un lobby quelconque, en mal de commandes et de clients captifs, ne décide qu'il faille imposer des travaux de mise aux normes des fenêtres pour empêcher les occupants de se défenster, ou de faire parler les chaudières comme les ascenseurs.

Ne vous inquiétez pas : l'imagination de la Parasitocratie pour capter notre argent est sans limite.

Pourquoi l'euro est-il si méprisé ?

Rédigé le 20 avril 2017 par [Jim Rickards](#)

Le comédien américain Rodney Dangerfield est célèbre pour avoir utilisé l'expression suivante, empreinte d'auto-dérision : « On ne me respecte pas ». Elle pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'euro. En effet, cette monnaie a une bonne performance, appartient à

une des plus grandes zones économiques du monde, mais personne ne la respecte.

L'éclatement de la zone euro, de même que l'effondrement de l'euro, ont été prédits à de multiples reprises depuis 2009 par Paul Krugman, Joe Stiglitz (tous deux lauréats du Prix Nobel), Nouriel Roubini, entre autres éminents économistes américains, ainsi que par des intellectuels européens médiatisés, tels qu'Anatole Kaletsky, Howard Davies et bien d'autres, moins connus.

En ce qui me concerne, pendant tout ce temps, j'ai toujours été convaincu du contraire : je pense que l'euro ne va pas disparaître et qu'il va se renforcer au cours des années à venir.

Je m'appuie sur des preuves. Depuis l'apparition de la crise de la dette souveraine européenne, en 2010, pas un seul pays-membre n'a abandonné l'euro, et trois nouveaux pays-membres (l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie) y ont adhéré. La zone euro compte donc un total de 19 pays membres. Je pense que d'autres pays y adhéreront au cours des prochaines années, notamment l'Ecosse, la Croatie et la République Tchèque.

En ce moment, l'euro est proche d'un plus-bas de 10 ans, à 1,05 \$, et affiche une bonne résistance à ce niveau : il n'a jamais baissé au-dessous des 1,0385 \$ lors des sept replis enregistrés ces deux dernières années. Les analystes n'ont eu de cesse de déclarer que l'euro « irait à la parité » (c'est-à-dire un cours croisé EUR/USD de 1 \$, voire inférieur). Il n'en fut rien. Lors d'une interview que j'ai réalisée le 12 février 2015 sur Bloomberg TV, je disais que l'euro n'irait pas à la parité. Trish Regan et son confrère, Matt Miller, se sont montrés incroyables. Mais j'avais raison.

Comme je l'ai dit, l'euro n'est pas respecté. Mais son niveau actuel, relativement bas, constitue un excellent point d'entrée pour qui veut parier sur un rebond dans les mois qui viennent.



Pourquoi l'euro est-il calomnié et dénigré en permanence ?

Pourquoi l'euro n'est-il pas « respecté » ?

Réponse : le biais cognitif.

Les informations que reçoivent les analystes américains, plus particulièrement, concernant l'Europe, proviennent de sources britanniques, notamment de ces deux publications basées à Londres : *The Economist* et le *Financial Times*.

Or ces journaux s'opposent à l'euro depuis des décennies et dénigrent continuellement le projet européen composé de l'Union européenne, de la zone euro, de l'euro et de leurs prédécesseurs. Les Américains s'appuient sur Londres en raison de la langue et de la distance qui les empêchent de consulter des sources allemandes, françaises grecques, ou autres, sur le continent. Mais cela biaise leur opinion.

La critique la plus persistante, à l'égard de l'euro, c'est que la zone euro n'a pas de politique budgétaire commune pour accompagner sa politique monétaire dirigée par la BCE. C'est vrai, mais c'est « à côté de la plaque ».

Les fondateurs de l'euro savaient qu'une politique budgétaire unique serait nécessaire. Mais, dans les années 1990, lorsque le Traité de Maastricht a été ratifié, il était trop

prématuré de demander aux électeurs européens une entente budgétaire.

Les partisans de l'Union européenne se sont décidés pour cette union monétaire, plus populaire et réalisable à l'époque. L'idée, c'était de faire campagne ultérieurement en faveur d'une politique budgétaire unique et, finalement, de vrais « eurobonds » (garantis par toute la zone Euro). La réponse aux détracteurs de la zone euro n'est pas de la faire exploser, mais de militer en faveur d'une politique budgétaire unique. En résumé, cette approche est celle du « Renforcement de l'Europe ».

La zone euro s'est engagée dans un certain nombre d'initiatives correspondant à cette idée de Renforcement de l'Europe. Il s'agit notamment de réglementations bancaires, d'un système d'assurance unique garantissant les dépôts bancaires, et d'une application unique des nouvelles règles de « bail-in » afin de remplacer les « bail-out », conformément aux exigences du G20 formulée lors du Sommet de Brisbane (Australie), en novembre 2014.

Toutes ces mesures associées à une orientation vers une politique budgétaire unique, des eurobonds, et de solides plafonnements des déficits et ratios dette/PIB, renforceront l'Union européenne, contrairement à ce que clament ses détracteurs.

En confondant l'impopularité des bureaucrates de Bruxelles et ce que les citoyens pensent de l'euro lui-même, les détracteurs de la monnaie unique européenne commettent une deuxième erreur d'analyse. Certes, les sondages indiquent que les citoyens méprisent les bureaucrates. C'est comme si l'on demandait aux Américains ce qu'ils pensent de la bureaucratie de Washington ou du Congrès. Ils ne les supportent pas !

Mais lorsque vous posez des questions concernant la popularité de l'euro, il en ressort une tout autre réponse. Les citoyens de la zone euro soutiennent fortement l'euro. Même au sommet de la crise de la dette grecque, en 2015, les sondages n'ont cessé de montrer que 60% de la population grecque était favorable à l'euro. La raison est limpide. Les Européens se souviennent de cette triste époque de la drachme grecque, de la lire italienne et de la peseta espagnole. Ces monnaies étaient sujettes à une inflation continue qui ponctionnait les épargnants et privait les retraités de pouvoir d'achat. L'euro est considéré comme un rempart contre les tentatives de vol de richesse via l'inflation orchestrées par les gouvernements.

Le nationalisme peut-il menacer l'euro ?

On perçoit une autre menace, contre l'euro : la montée du nationalisme en Europe. Cette montée est réelle mais ses conséquences ne sont pas aussi affreuses qu'on ne le craint. Le vote britannique en faveur du Brexit ne portait pas sur une sortie de l'euro, mais bien sur une sortie de l'Union européenne. Le Royaume-Uni n'a jamais adhéré à l'euro, dès le départ. Il a conservé la livre sterling. Le nationaliste Gert Wilders a démontré une certaine force, lors des récentes élections néerlandaises, mais pas suffisamment pour

constituer un gouvernement.

Le prochain grand test, s'agissant des tendances nationalistes présentes en Europe, ce sera lors des élections présidentielles françaises, les 23 avril et 7 mai prochains. La candidate nationaliste, Marine Le Pen, devrait avoir une majorité de voix au premier tour, et accéder au deuxième tour. A ce stade, les électeurs de quatre des cinq principaux partis s'opposant à Le Pen s'uniront autour d'un candidat : Emmanuel Macron, très certainement, qui remportera probablement le deuxième tour, le 7 mai.

Même si Le Pen gagnait au second tour et appelait à un référendum sur l'Union européenne ou l'euro (le soi-disant *Frexit*), il est probable que les électeurs français resteraient au sein de l'Union européenne et la zone euro malgré la présidence de Le Pen. L'émergence du nationalisme, en Europe, concerne plus l'immigration que l'euro, qui demeure populaire.

Une autre élection importante, cette année, c'est celle qui se déroulera en Allemagne, où un nouveau chancelier sera élu le 24 septembre prochain. La course sera serrée mais nous pensons qu'Angela Merkel va conserver ses fonctions de chancelière. Même si elle n'y parvient pas, l'euro n'est pas menacé. Le principal candidat sur les talons de Merkel est un socialiste, également favorable à l'euro.

En résumé, le nationalisme est une tendance importante dans la vie politique européenne et il mérite d'être étroitement surveillé. Mais il ne représente pas une menace pour l'euro, ni à court ni à moyen termes.

Les atouts de l'Union européenne

Enfin, les analystes ne devraient pas négliger la dimension, la force et la résistance de l'Union européenne. Selon le classement des Nations-Unies, l'UE est la plus grande économie du monde, avec un PIB de 18 500 Mds\$, soit légèrement supérieur aux 18 000 Mds\$ du PIB américain. (Le FMI et la Banque Mondiale rangent l'UE à la seconde place, tout de suite après les Etats-Unis).

La population de l'UE est de 508 millions d'habitants, soit bien plus importante que celle des Etats-Unis, qui comptent environ 310 millions d'habitants. Les membres de la zone euro, réunis, possèdent environ 10 000 tonnes d'or, soit davantage que les Etats-Unis, qui en possèdent environ 8 100 tonnes.

En percevant l'UE comme un agrégat de petits pays bien séparés dont certains se trouvent dans une situation économique désastreuse, on déforme l'image de cette force de l'euro. Lorsque l'on considère l'ensemble de la population, du PIB, de l'or et autres mesures d'évaluation, il en ressort que l'UE est un formidable concurrent face aux Etats-Unis, au Japon ou à la Chine, en tant que leader économique mondial.

Cette opinion est étayée par le fait que la Chine accroît ses investissements directs en Europe et continue de détenir une part importante de ses réserves de change en euros, (et réduit son portefeuille en bons du Trésor américains).

L'origine de ces forces est importante si l'on considère la façon dont les monnaies s'échangent entre elles. Les devises peuvent perdre pratiquement toute valeur, comme cela s'est produit récemment au Zimbabwe et au Venezuela, de même que dans l'Allemagne de Weimar, il n'y a pas si longtemps.

L'euro résiste face au dollar

Mais les principales devises évoluent plutôt au sein d'une fourchette qui, certes, peut être large, mais reste pérenne. C'est plus particulièrement vrai en ce qui concerne les deux principales devises du monde : le dollar (USD) et l'euro (EUR).

La paire EUR/USD a évolué au sein d'une large fourchette, variant d'un plus-bas de 0,84 \$ (en octobre 2000) à un plus-haut de 1,60 \$ (à la mi-2008). En gros, cela signifie que l'euro a doublé en moins de huit ans. C'est une fourchette large mais cela reste une fourchette. En ce moment, l'euro s'échange aux alentours de 1,06 \$, fermement installé en bas de fourchette.

Au cours de ces dernières années, la fourchette de transaction a été encore plus étroite, variant de 1,39 \$ en mars 2014, à 1,0385 \$ en décembre 2016. Il est important de noter que l'euro a testé ce plus-bas à trois reprises, ces deux dernières années, et il a bien résisté, demeurant à chaque fois au-dessus de la parité.



Si l'on recourt à des séries temporelles à long terme, il semblerait que l'euro dispose d'une large marge de manoeuvre pour partir à la hausse une fois que les vents contraires

de la politique s'apaiseront.

Que va-t-il se passer pour l'euro, à partir de maintenant ?

La situation monétaire aux Etats-Unis compte parmi les facteurs les plus importants. La paire EUR/USD est autant affectée par la politique du dollar conduite par la Fed que par la politique de l'euro conduite par la BCE.

La Réserve fédérale est clairement sur la voie du resserrement monétaire. En attendant, la BCE poursuit ses « Euro-QE », les taux d'intérêt négatifs et autres mesures destinées à affaiblir l'euro, à importer de l'inflation et à donner un coup de pouce à l'Union européenne. Cette politique de la BCE, ainsi que l'incertitude politique, expliquent la faiblesse actuelle de l'euro.

Mais tout est sur le point de faire volte-face. La Fed opère un resserrement dans un contexte de faiblesse économique et court le risque de précipiter l'économie américaine dans la récession. La Fed s'en rendra peut-être compte d'ici cet été, mais alors, les dégâts auront déjà été commis. Nous pensons que la Fed va faire volte-face et passer à l'assouplissement via le « *forward guidance* » d'ici le mois de juillet, ce qui va affaiblir le dollar et booster l'euro.

De même, la politique de l'argent facile de la BCE est sur le point de s'inverser. L'inflation a commencé à apparaître en Allemagne et dans d'autres pays de la zone euro. Les électeurs allemands ne toléreront pas l'inflation et, si elle augmente davantage, pourraient rejeter Angela Merkel. Or le président de la BCE, Mario Draghi, compte sur le soutien de Merkel pour prendre des décisions difficiles concernant les sauvetages en Grèce et les rachats d'obligations des membres de la zone euro.

Au pire des cas, Draghi opérera un resserrement de sa politique d'ici juillet, juste à temps pour augmenter les chances de réélection d'Angela Merkel en septembre. C'est ainsi que les banques centrales et les gouvernements travaillent main dans la main en coulisse.

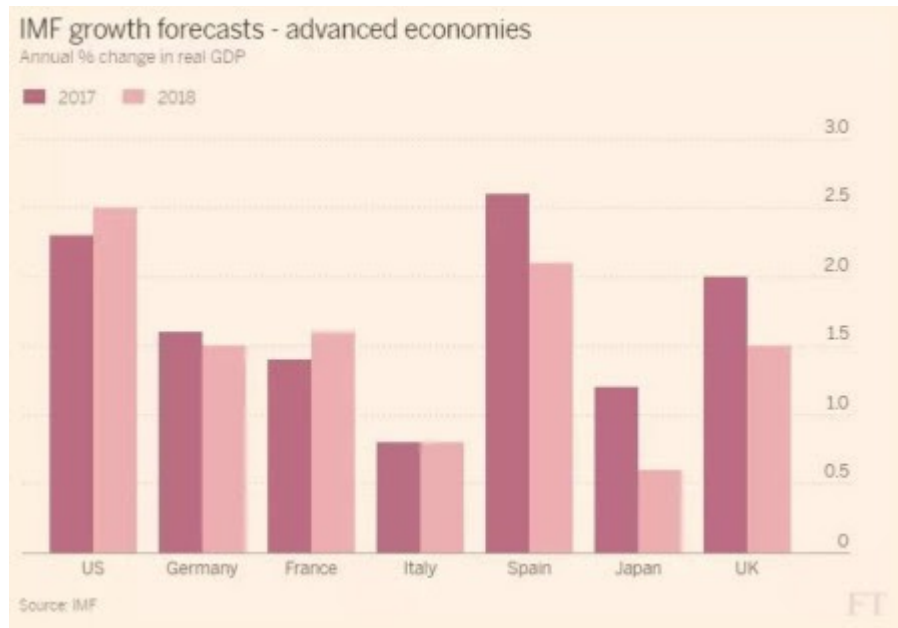
Révision en hausse des perspectives mondiales, illusion ou propagande?

Article Bruno Bertez du 19 avril 2017

Les prévisions semestrielles du FMI viennent de sortir. Les économistes annoncent une révision en hausse de leurs prévisions globales. C'est la première révision en hausse effectuée par ces institutions depuis 6 ans.

La révision est modeste, mais cela n'empêche pas les services de communication de la mettre en avant. Il s'agit d'une révision de croissance de 0,1%. Selon les économistes, la croissance ressortirait donc en 2017 à 3,5%. La prévision précédente établie en janvier

était de 3,4%. Les perspectives 2018 sont inchangées ; elles restent à 3,6%.



Christine Lagarde ne se prive pas de souligner cette bonne nouvelle. « La bonne nouvelle est qu'après 6 ans de croissance décevante, l'économie mondiale gagne un peu de traction, une reprise cyclique semble contenir la promesse de plus d'emplois, de revenus plus élevés et d'une prospérité plus grande pour l'avenir ».

On peut évidemment s'interroger sur la cohérence du commentaire publicitaire de Christine Lagarde. En quoi une prévision de 0,1% de croissance supplémentaire pourrait-elle comporter une promesse de plus d'emplois, de plus de revenus et d'une plus grande prospérité pour l'avenir. Un écart de 0,1% correspond à peine à la marge d'incertitude historique des prévisions du FMI.

Par ailleurs, toute personne sensée sait très bien qu'il faut une croissance minimum, qu'il faut un seuil de croissance assez élevé pour entraîner l'emploi et les revenus. Quant à la prospérité, elle est liée, non pas à la croissance marginale du GDP, mais aux investissements et à la productivité.

Une reprise qualifiée de cyclique:

Vous remarquerez, ce que ne signale pas la presse, que Christine Lagarde parle bien de « reprise cyclique ». Une reprise cyclique, ce n'est pas une reprise fondamentale ; c'est une reprise à l'intérieur d'une tendance longue et lourde.

La tendance longue et lourde reste jusqu'à présent celle qui sert de guide à la politique de la Réserve fédérale américaine, c'est une tendance à la dépression permanente et à la croissance durablement modérée. Ce n'est pas un hasard si la Réserve fédérale américaine n'a cessé de réviser en baisse le potentiel de l'économie et si elle en a tiré une stratégie de politique monétaire paradoxale. Ainsi, la Fed, qui considère que le potentiel est durablement abaissé, semble admettre que l'output gap est maintenant quasi annulé et donc qu'il n'y a plus lieu de stimuler, ce qui donne sa logique profonde à la hausse des taux. En effet, si le potentiel est durablement réduit, s'il bute sur l'offre, s'il

bute sur le marché du travail et de la qualification, s'il bute sur la productivité, alors une politique de stimulation est inopportune et dangereuse et mieux vaut être préemptive en normalisant la politique monétaire.

Il faut donc prendre la prévision du FMI et surtout le commentaire de Christine Lagarde pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire la manifestation d'un esprit de propagande en faveur de l'establishment. Il faut montrer « que cela marche », il faut montrer que les élites ont bien piloté.

L'esprit de propagande n'empêche pas l'esprit de prudence. On ne sait jamais. Il ne faut pas se retrouver dans la situation ridicule dans laquelle s'est trouvé le FMI juste avant le déclenchement de la crise de 2008 ; souvenez-vous, le FMI déclarait et écrivait que les conditions d'une croissance durable étaient réunies ! Donc, Christine Lagarde ajoute « l'économie mondiale est peut-être en train de gagner de la traction, mais nous ne pouvons pas être sûrs que nous sommes sortis du bois ».

2016, l'année du nouveau coup de whisky global

Un peu d'histoire aide à comprendre la situation présente. Une rupture s'est produite dans l'économie mondiale en 2014. Les réalisations ont été très inférieures aux perspectives. Progressivement, les conditions se sont détériorées, ce qui a donné lieu, vous vous en souvenez, à une révision en baisse des perspectives de croissance et à une forte baisse des prix du pétrole. Parallèlement, les conditions financières se sont dégradées, le risk-off est réapparu ; tout s'est resserré. A un point tel que, dans le courant de 2015, la Chine s'est trouvée en difficulté et l'on a même eu le sentiment que l'ordre mondial allait être bouleversé. Les choses se sont aggravées en début 2016, ceci a conduit les autorités à se concerter et à décider, lors du sommet de Shanghai, de mesures d'urgences coordonnées afin de remonter les cours du pétrole, afin de faire baisser le dollar, afin de soutenir les devises émergentes et les marchés de risques.

Tout ceci a été effectué subrepticement, sans tambour ni trompette, mais s'est révélé extrêmement efficace. L'une des mesures les plus efficaces a été une colossale reflation chinoise permise par une création de crédit comme on n'en avait jamais vu. Cette création de crédit s'est ajoutée aux politiques de la Bank of Japan, de la BCE, et à celle de la Réserve fédérale américaine. La Chine a inondé son système de crédit ; la BoJ et la BCE ont continué leurs largesses ; la Fed s'est abstenue de normaliser comme elle en avait pourtant l'intention. C'est la conjonction de tout ce qui a été décidé en ce début 2016 qui a permis la remontée spectaculaire des prix du pétrole, l'envolée spéculative des cours des matières premières, une nouvelle jambe spéculative sur les marchés financiers. Le tout, conjugué a imprimé dans le monde global une légère amélioration de la conjoncture.

Grace à la colossale création de crédit en Chine

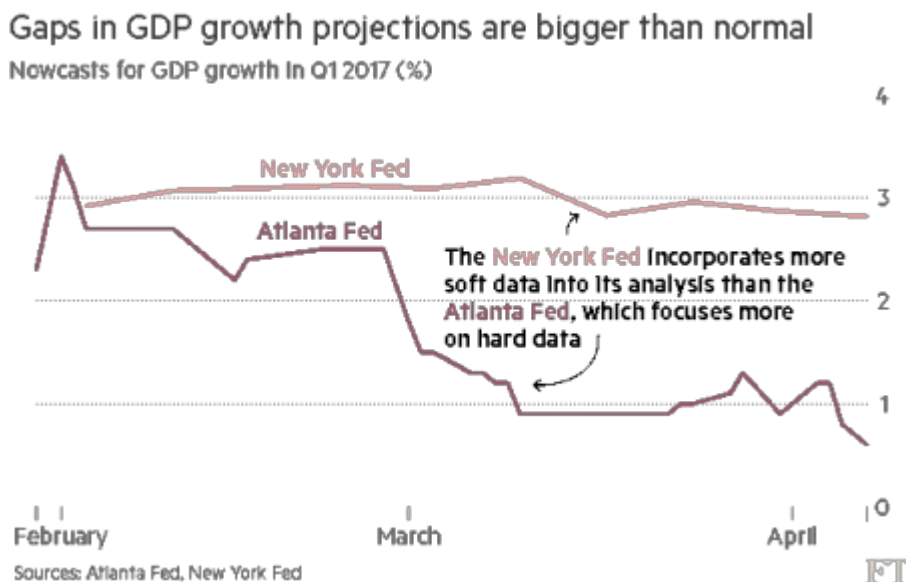
Il ne nous appartient pas, à ce stade, d'anticiper sur la durabilité de l'amélioration qui s'est produite. Les phénomènes économiques sont lents à produire leurs effets et la psychologie est trop importante pour que l'on puisse se hasarder à fournir un calendrier. Il reste qu'il est possible que l'amélioration que nous constatons depuis quelques mois

soit un pur effet cyclique du « coup de Whisky » monétaire qui a été servi en 2016. D'autant que la Chine a resservi plusieurs rasades depuis lors et que, ni la BoJ, ni la BCE n'ont retiré les verres. Quant aux Etats-Unis, ils en sont au stade où simplement ils tâtonnent ; ils essaient d'ajouter un peu de jus de fruit dans le bol de punch.

Puis l'espoir des Trumponomics:

Il convient d'autant plus de réserver son jugement que l'élection en novembre de Trump a suscité des espoirs de reflation budgétaire. Avec Trump et ses Trumponomics, on a eu l'impression que le monétaire allait être complété par le fiscal, c'est-à-dire que le relais allait être pris par les fameuses dépenses d'infrastructures. On a espéré que l'argent zombie qui dormait dans les comptes de réserves allait être touché par le fameux coup de baguette magique et qu'il allait redevenir vivant. C'est la raison pour laquelle les marchés financiers ont repris leur progression ; les conditions financières se sont desserrées ; la mécanique a eu l'impression de pouvoir faire un parcours supplémentaire. Les économistes officiels et les modèles qu'ils utilisent sont des modèles fondés sur la répétition et l'extrapolation. On ne s'étonnera donc pas s'ils ont, en quelque sorte, ratifiés les frémissements positifs qui étaient constatés.

Ecart entre les prévisions qui incorporent beaucoup de soft data et celles qui en incorporent moins:



Les modèles pointent dans le sens d'une tendance à l'accélération économique, aussi bien dans les économies avancées, que dans les économies émergentes. C'est le cas, par exemple, du modèle très suivi publié par le Financial Times. Le Brookings-FT Tiger Index qui suit l'économie globale suggère une accélération. Il est évident, et ceci a été relevé par les médias, que les indicateurs de sentiment, les « soft datas », ont évolué très favorablement et qu'à ce titre, ils s'écartent fortement dans un sens optimiste des indicateurs « hard ». Les indicateurs « soft » sont des indicateurs d'opinion ; les indicateurs « hard » sont des indicateurs économiques durs, réalisés.

It looks like the global economic recovery is for real

Brookings-FT Tiger composite index



Source: The Brookings Institution

FT

C'est dans ce contexte que sont donc publiées les prévisions du FMI :

- Révision à la hausse des perspectives
- Amélioration du moral et des opinions
- Incidence des coups de whisky monétaires de 2016
- Espoir de compléments fiscaux et budgétaires pour stimuler la demande

Les marchés ne sont pas aussi optimistes que les économistes et les modèles :

- Les taux d'intérêt longs ont cessé de monter
- La courbe des taux s'est aplatie fortement
- Le dollar a cessé de monter
- Le pétrole a connu un accès de faiblesse important et il ne s'est repris que sur de nouvelles concertations pour réduire la demande
- De nombreuses matières premières comme le minerai de fer corrigent sévèrement

Est-ce un signe que le mouvement est en train de s'épuiser ? Est-ce simplement un aléa de court terme ? Beaucoup veulent croire que les hésitations ne sont que transitoires. Nul ne peut répondre à cette question car une grande partie de l'évolution est gouvernée par les anticipations. Beaucoup s'attendent à ce que, par exemple, en Chine, compte tenu des réunions politiques extrêmement importantes qui vont se tenir à la rentrée, Xi va vouloir arriver lors de ces assemblées avec un bilan économique positif sous tous les aspects. On va mettre tous les problèmes sous le boisseau, on va tenter de gérer les bulles et les mécontentements.

Dans ces conditions, il est tout à fait possible de continuer encore quelques mois sur la tendance actuelle, même si celle-ci est fragile.

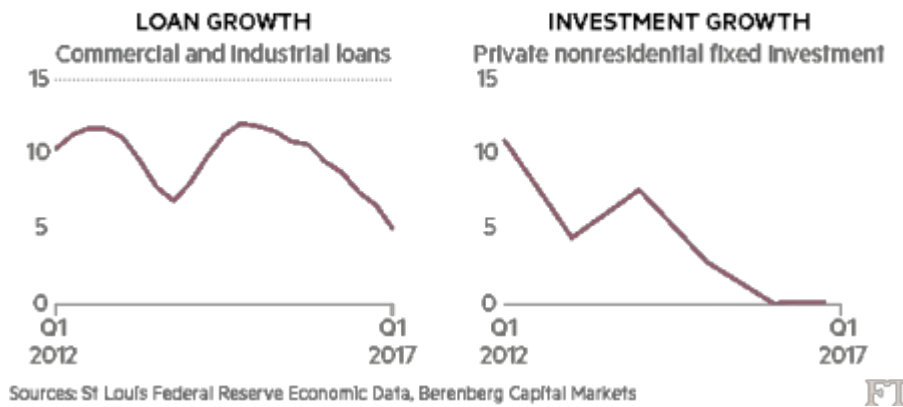
Global profits and investment reflect new mood
 Global corporate profits and capital expenditure excluding China
 (% change, quarter on quarter)



Nous nous garderions bien cependant d’être totalement pessimistes. Certes, une hirondelle ne fait pas le printemps, mais au plan fondamental, il y a quelques petites lueurs. Depuis le milieu de l’année 2016, le taux de profit dans le monde semble remonter. Si on en croit JP Morgan, qui suit assez sérieusement l’évolution des profits et des investissements dans le monde, on assiste à une amélioration marginale des profits tandis que les dépenses d’investissements font mine de vouloir se redresser. Tout cela est modeste, faible, mais il faut bien un début à tout.

Une hirondelle ne fait pas le printemps

Growth in business investment and lending has slowed
 Year-on-year change (%)



On ne sait jamais.

Sortir de l’euro: une guerre thermo-nucléaire

Michel Santi 20 avril 2017

ON ANNONCE LA FIN DE L'EURO



Souvenons-nous des chocs convulsifs provoqués par l'Italie et par la Grande-Bretagne contraintes, en 1992, de quitter le SME. Comme il ne s'agissait là pour ces nations que d'abandonner un régime monétaire, il va de soi que la sortie de l'euro d'un des pays membres aurait sur le champ une dimension autrement plus dramatique. Admettons en effet que la France souhaite sortir de l'euro, dans un contexte où le rendement de son Bon à 10 ans soit de 2%, c'est-à-dire alors que la France se finance à 10 ans au taux de 2%. Comme l'éventualité de la sortie de l'euro fera chuter d'emblée sa monnaie retrouvée (le franc) de l'ordre de 50%, son taux d'emprunt devra s'ajuster en proportion, afin de continuer d'attirer les investisseurs internationaux désireux de placements dans la dette souveraine française. En conséquence, la République Française en sera réduite et contrainte à devoir emprunter à 10 ans à un taux proche des 4%, quasiment du jour au lendemain ! Nul n'attendra en outre l'issue d'un éventuel référendum pour se délester des francs ou des euros «Made in France». Du fait de marchés financiers fonctionnant selon un pur principe d'anticipation, l'envolée des taux d'emprunts français sera directement proportionnelle à l'amplitude de la dévaluation estimée du franc. L'objectif étant, pour les investisseurs, de compenser l'effondrement du franc par l'exigence d'une rentabilité supérieure sur leurs placements dans la dette française. Au soir de l'élection – ou du référendum-, les banques et le système financier du pays en question seront donc en état de mort cérébrale, sans aucun espoir de soutien de la part de la Banque Centrale Européenne qui ne pourra – ni ne voudra du reste– éteindre un incendie provoqué par une sortie délibérée de la monnaie unique.

Si le départ d'un pays membre de l'euro est bien-sûr intellectuellement possible, il exige une préparation minutieuse et une parfaite maîtrise des mécanismes et de la psychologie des marchés financiers. Quoiqu'il en soit, une décision de cette ampleur marquerait à

jamais à l'encre indélébile le mandat du Chef d'Etat en question, qui ne ferait certainement rien d'autre tout au long de sa Présidence que de gérer les conséquences de cet événement majeur. Une sortie française, ou italienne, de l'euro aurait ainsi à l'évidence une portée autrement plus fondamentale que le Brexit, qui occupe déjà à plein temps le Gouvernement britannique ! Elle constituerait le défaut de paiement le plus massif de l'Histoire de l'Humanité, enverrait une onde de choc sismique maximale à travers l'ensemble du secteur bancaire européen, menacerait la pérennité même de la monnaie unique, remettrait en question l'existence même de l'Union. Une sortie de l'euro étant aussi compliquée à préparer qu'une guerre, elle devra naturellement être accompagnée par une surveillance intensive aux frontières visant à canaliser les flux sortants d'euros, à rétablir le contrôle des capitaux afin d'enrayer toute saignée, voire à établir l'état d'urgence afin de calmer les éventuels mouvements de panique.

Ce choix d'abandonner l'euro devra donc se faire en toute connaissance de cause par les autorités qui en auront pris la décision, et qui doivent prendre conscience qu'une telle sortie ne sera jamais -et en aucune circonstance- menée avec sérénité. Car quitter l'euro sera un putsch !

Appréhendons autrement la croissance économique mondiale

James Bradford DeLong / Professeur d'économie à l'université de Californie Le 05/09/2016
[NYOUZ2DÉS: base de ce texte: "*la planète terre est infinie*". Et la croissance se poursuivra jusqu'à la fin des temps...]

LE CERCLE/POINT DE VUE - Ne songeons pas à la croissance du PIB mondial sur un horizon de 5 ans, mais sur les 30 à 60 prochaines années. Le tableau apparaît beaucoup plus favorable.

Depuis quelque temps, la situation du monde est synonyme de profond désenchantement. De sombres forces associées au fanatisme et à une foi meurtrière sont en effet de retour – forces que nous autres Occidentaux pensions pour la plupart éteintes depuis 1750. Elles sont par ailleurs rejointes et renforcées par un nationalisme, une intolérance et un racisme que nous pensions disparus dans les ruines de Berlin en 1945.

La croissance économique est elle aussi profondément décevante depuis 2008. Aucun scénario raisonnable ne permet d'espérer un monde meilleur pour les quelque cinq prochaines années. De même, l'incapacité des institutions internationales à produire une prospérité croissante vient mettre à mal cette confiance et cette espérance qui, en des temps plus cléments, auraient permis de neutraliser les mentalités destructrices de notre époque.

Un autre regard sur la croissance

Il est compréhensible que le pessimisme gagne aujourd'hui facilement les esprits – mais peut-être trop facilement. En effet, une vision inverse, enthousiaste et optimiste est possible : si nous songeons à la croissance économique mondiale non pas à un horizon de seulement cinq ans, mais sur les 30 à 60 prochaines années, le tableau apparaît beaucoup plus favorable.

La raison est simple : les tendances à grande échelle qui alimentent la croissance mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'ont pas cessé. Nous sommes de plus en plus nombreux à avoir accès à de nouvelles technologies qui améliorent la productivité, de plus en plus nombreux à prendre part à des échanges commerciaux mutuellement bénéfiques, et aujourd'hui moins nombreux qu'hier à venir au monde, ce qui apaise les craintes persistantes de voir exploser ce que certains appellent la bombe démographique.

Par ailleurs, l'innovation poursuit sa marche, notamment dans les pays industrialisés du nord, même s'il est possible qu'elle ait ralenti depuis les années 1880. Et bien que la guerre et la terreur continuent de nous terrifier, ce à quoi nous assistons aujourd'hui est sans commune mesure avec l'ampleur des génocides qui ont marqué le XXe siècle.

Forte hausse du bien-être matériel depuis 1950

Il est heureusement probable que ces tendances majeures se poursuivent, comme le confirment les données [du projet de recherche Penn World Table](#), la plus fiable source d'informations synthétiques autour de la croissance économique mondiale. Les données du PWT relatives au PIB réel moyen par habitant (ajusté à l'inflation) démontrent que le monde était en 1980 dans une situation à 80 % plus prospère qu'en 1950, et en 2010 dans une situation à 80 % plus favorable qu'en 1980. Autrement dit, notre bien-être matériel moyen est trois fois supérieur à ce qu'il était en 1950.

Cette multiplication par trois du bien-être matériel global peut sembler exagérée, or elle constitue une estimation basse. En effet, la manière dont nous mesurons le PIB réel prend en considération l'ensemble des biens et services produits, mais ne tient pas suffisamment compte d'une valeur existante non mesurable – qui se retrouve par exemple dans les avantages considérables que puisent les utilisateurs des médias sociaux dans des services qui ne leur coûtent rien.

Aujourd'hui plus que jamais, nous produisons des biens qui contribuent au bien-être social au travers d'une valeur d'usage, plutôt que d'une [valeur de marché](#). Certains ne considéreront pas cela comme une nouveauté, mais leur raisonnement ne convainc pas, dans la mesure où la quantité précise de temps que nous passons à interagir avec des systèmes informatiques générateurs de revenus constitue tout au plus une goutte d'eau dans l'océan des démarches publicitaires qui s'y rattachent.

Un monde plus équitable malgré tout

Les données du PWT nous permettent également d'observer la situation pays par pays. Prenons ainsi les cas de la Chine et de l'Inde, dont la population représente 30 % de l'humanité. Le PIB réel par habitant de la Chine était en 1960 inférieur de 60 % à la moyenne mondiale ; il lui est aujourd'hui supérieur de 25 %. De même, le PIB réel par habitant de l'Inde était en 1980 inférieur de 70 % à la moyenne globale ; le pays a désormais réduit cet écart de moitié.

Il y a là une progression indiscutable et sans pareil. Évitions cependant de présenter un tableau trop enthousiaste, et considérons également les inégalités mondiales. Depuis 1950, les différents pays du monde ne montrent aucun signe selon lequel ils convergeraient tous vers un niveau de prospérité partagé. D'après les données du PWT, deux tiers des pays du globe enregistraient en 1950 un PIB réel par habitant inférieur ou supérieur à la moyenne mondiale dans une mesure d'au moins 45 %, et jusqu'à 225 %. En 1980, cet écart s'était creusé pour voir ces mêmes chiffres atteindre 33 % et 300 %. Ils atteignent aujourd'hui respectivement 28 % et 360 %.

Pour autant, au bout du compte, l'économie mondiale est aujourd'hui un univers plus équitable pour l'individu moyen qu'il ne l'était en 1980. Cette s'explique en partie par l'intervention de plusieurs dirigeants forts, notamment en Chine depuis Deng Xiaoping, et en Inde depuis Rajiv Gandhi. Seulement voilà, il n'existe désormais aucun autre grand pays comme la Chine et l'Inde susceptible de se démarquer en réalisant des pas de géant en matière de développement, et rare sont les observateurs convaincus que le président chinois **Xi Jinping** et le Premier ministre indien **Narendra Modi** produiront des résultats comparables à l'héritage de croissance légué par leurs prédécesseurs.

La croissance suspendue au changement climatique

Ces épisodes de croissance rapide et prolongée pourraient bientôt appartenir définitivement au passé si l'économie mondiale ne dispose plus d'opportunités lui permettant d'accélérer les transferts de technologies, et si d'autres pays continuent de mûrir en passant du statut d'économies en développement et à forte croissance à celui d'économies développées et à croissance plus stable.

Il n'est pas impossible que le moteur de l'innovation se mette peu à peu à fonctionner plus lentement. Mais il fonctionnera toujours, et les individus adopteront toujours de nouvelles technologies, de même que l'économie mondiale continuera de croître. À moins d'un scénario cauchemardesque de type guerre nucléaire menée par la terreur (lire aussi : [le jour où un écrivain a montré la vérité d'Hiroshima](#)), il est réaliste d'envisager que mes successeurs en 2075 examineront la période actuelle et constateront, à nouveau, que la situation matérielle de leur monde est trois fois plus favorable que celle que nous connaissons aujourd'hui.

Au-delà des aspects évoqués, les évolutions sont plus difficiles à prédire. [Si nous](#)

[n'agissons pas dès aujourd'hui](#) pour ralentir et inverser la tendance mondiale des températures planétaires, le changement climatique deviendra le spectre du monde post-2080. Dans ce cas, nos arrière-petits-enfants n'auront que peu de motifs de gratitude à notre égard.

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate, 2016 - [Appréhendons autrement la croissance économique mondiale](#)

James Bradford DeLong est professeur d'économie à l'université de Californie

LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC

semaine du 17 avril 2017

L'INDE PARALYSEE PAR SES DISTRIBUTEURS VIDES ET L'ABSENCE DE BILLETS DE BANQUE !

du 17 au 20 avril 2017 : Les Indiens n'en finissent pas de souffrir du massacre monétaire que leur a imposé leur premier ministre Mr Modi. Commencée fin novembre, les vagues continuent à détruire l'économie du pays. Ce week-end par exemple, 75% des distributeurs automatiques étaient vides, les banques n'ayant plus de billets papier pour les alimenter ! Et la situation empire chaque jour avec 200.000 DABs toujours vides.

"ATMs still out of cash after months of Demonetisation, cash crunch hits normal life as 'No Cash' board hangs across India The post-demonetisation woes continue to haunt common man in the country as many ATMs in metro cities seem to be running low on cash".

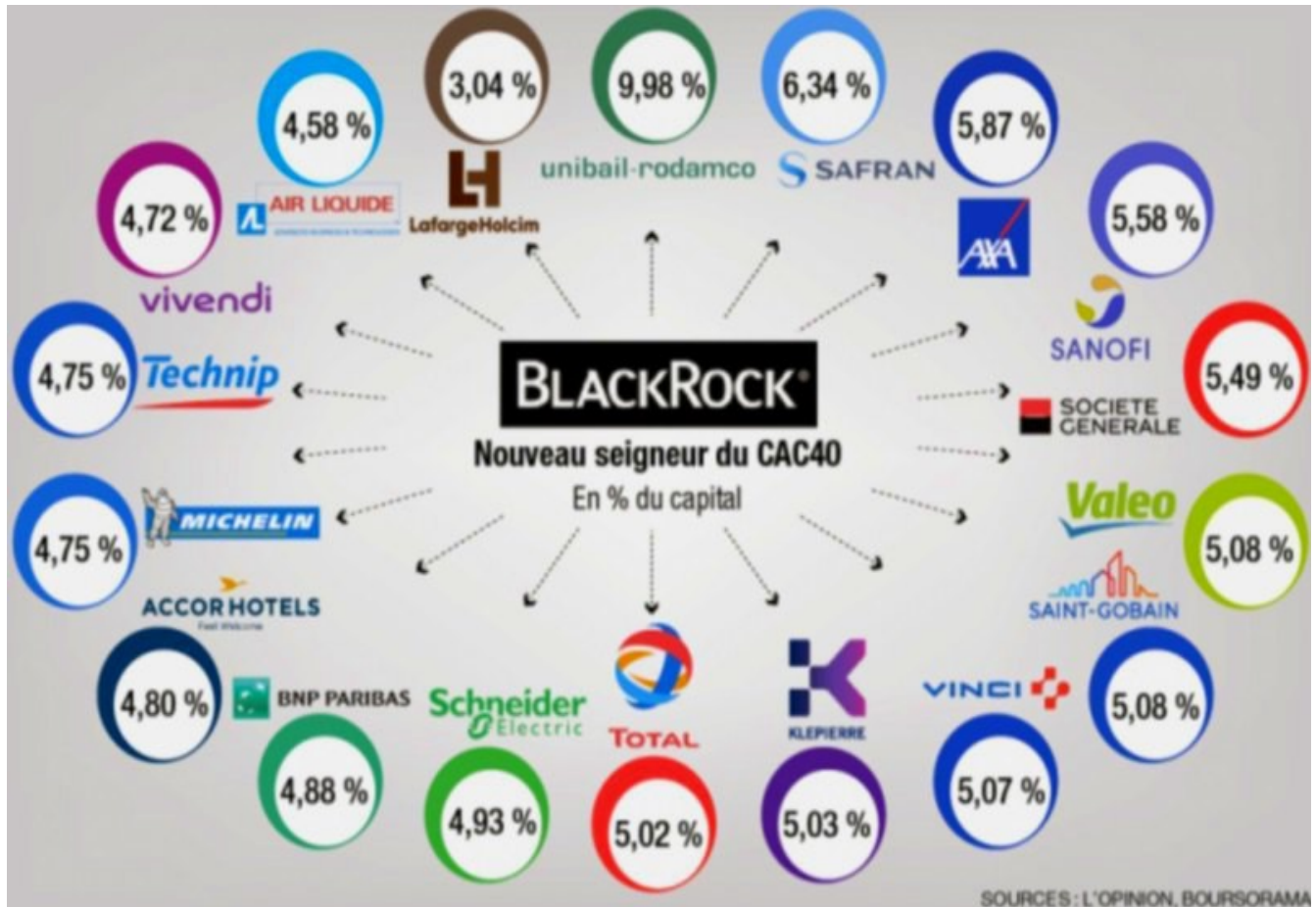
Sandhya Dangwal précise que la population n'arrive pas à obtenir suffisamment de billets pour commercer ou juste acheter des biens de première nécessité avec des limitations de retraits à 1.000 roupies ou 2.500 roupies, suivant les provinces.

Sans parler du fait qu'au bout de 3 retraits, les suivants sont facturés 20 roupies !!! La journaliste ajoute que selon les données de la Banque Centrale Indienne, *"la monnaie papier en circulation est tombée à 13 trillions de roupies de 18 trillions au 4 November"*.

Le chômage a augmenté de 40% depuis novembre. C'est une situation sans précédent dans l'histoire monétaire du Monde et on ne peut que s'étonner que les Indiens ne se soient pas encore révoltés. Lire [ici India.com](#) et le [Financial Times ici](#).

LA MONNAIE DE \$INGE US\$ DOLLAR A RACHETE TOUT LE CAC-40 !!! (1)

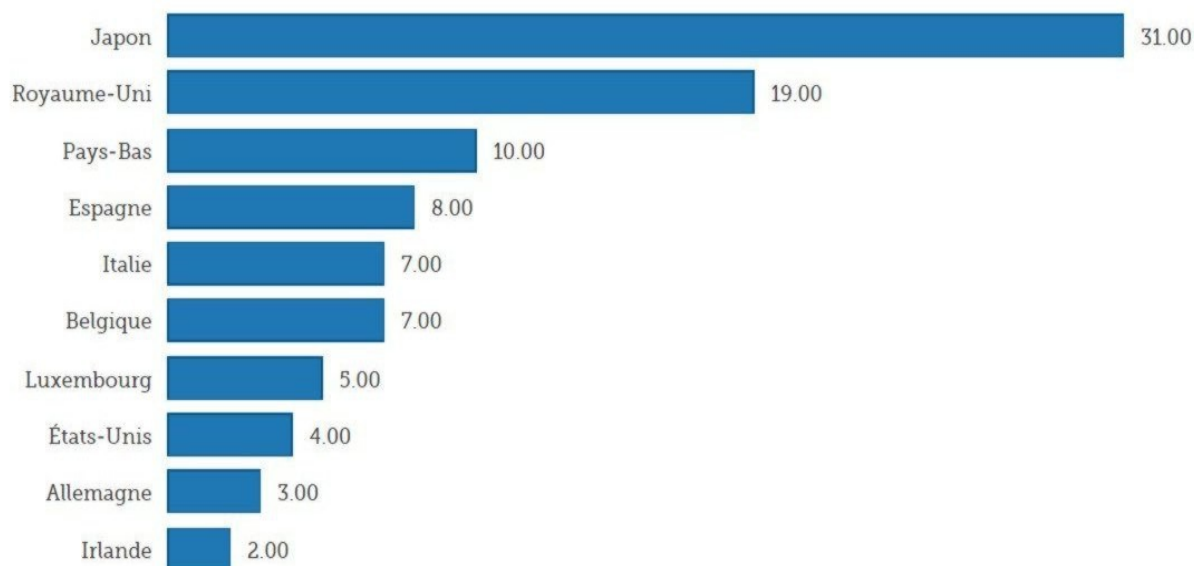
du 17 au 20 avril 2017 :



LE FIGARO DECOUVRE QUE LE JAPON ACHETE LA FRANCE AVEC SA MONNAIE DE SINGE YEN !!! (2)

du 17 au 20 avril 2017 :

Les pays qui détiennent le plus de dette de COURT TERME de la France



LA FAILLITE DE LA FRANCE EN MARCHÉ: FERMETURE DES COMMISSARIATS ET DES BIBLIOTHÈQUES (3)

du 17 au 20 avril 2017 : Pendant que les médias tv ne parlent que des costumes de Fillon et d'autres scandales, un article de Marianne signé Frédéric Ploquin (grand spécialiste police - justice) nous apprend que 40 COMMISSARIATS SUR 83 SONT EN TRAIN D'ÊTRE FERMÉS PAR LE PS. !!!!

"Une quarantaine de commissariats (sur 83) dans la banlieue parisienne vont-ils être fermés ? C'est le choix qui a été fait par la Préfecture de police, validé par le gouvernement, qui entérine ainsi une réforme lancée sous Sarkozy. Certes, le projet est encore modifiable, mais il hérissé déjà le poil de plusieurs élus locaux, qui voient d'un mauvais œil leur commissariat ramené à un simple poste de police ... Les 22 commissariats de la Seine-Saint-Denis seraient ainsi rassemblés en 10 commissariats centraux, officiellement pour remédier à une cartographie « obsolète », inchangée depuis 1972."

Imaginez les modifications des temps de réponse qui parfois se jouent à quelques minutes près...

Dingue !

La vraie raison est que l'Etat ne peut plus rembourser les Bons du Trésor, à moins de flinguer tous les services publics. C'est la raison pour laquelle Sarkozy et Hollande ont massivement fermé hôpitaux, cliniques d'accouchement, casernes, régiments, unités de gendarmerie, tribunaux, écoles, lycées techniques, piscines, stades, remboursements de la Sécurité Sociale, casernes de pompiers et régions...

Tout simplement, et en cela le PS obéit toujours à une directive de Goldman Sachs dont les banquiers avaient très précisément calculé ce que la France devait fermer comme services publics pour garder sa capacité de remboursement de la monnaie de singe aux banques privées...

Et je ne vous parle pas de tous les biens immobiliers de l'Etat vendus depuis 12 ans !!! [Lire ici Marianne](#), merci à Spartacus.

Et dans le tas, voici maintenant les bibliothèques. Le journal l'Humanité révèle ainsi que *"les bibliothécaires sont en colère. Après les personnels de Sevran, en grève fin février pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail, une délégation des bibliothécaires en lutte de Grenoble a fait le voyage au salon du Livre de Paris, le 24 mars. Leur but ? : alerter les professionnels du livre sur la fermeture de deux équipements situés dans des quartiers populaires ? : «?Une attaque sans précédent du réseau de lecture publique grenoblois?», selon les membres de l'intersyndicale CGT-FO-SUD-CNT reçus au ministère de la fonction publique."*

Le seul souci est que cela se passe un peu partout en France, comme vous l'avez déjà vu ici dans les listes de licenciements. Cela avait commencé en 2009 aux Etats Unis, en 2011 en Angleterre et à partir de 2012 partout en Europe. Et quand on commence à fermer les bibliothèques, c'est en général annocateur de grands troubles à venir... [lire ici](#).

PS: Notre lecteur Spartacus nous signale [cet article dans Le Monde](#) (LoL) à propos de la Suède qui commence à se rendre compte que la privatisation des services est en réalité une vraie catastrophe.

L'AFP SE SENT OBLIGEE DE PARLER DES TAUX NEGATIFS

du 17 au 20 avril 2017 : Woaaa: vous n'allez pas le croire, l'AFP (appartient à l'Elysée, faut le rappeler quand même) a publié un article fin mars sur les taux négatifs afin de contrer les effets de mes interventions régulières sur le sujet. Et vous n'allez VRAIMENT PAS EN CROIRE VOS YEUX:

"La Banque de Suède a tiré mercredi un bilan très positif de sa politique monétaire de taux d'intérêt négatif, estimant que les petits inconvénients pour certains prêteurs n'étaient rien à côté du stimulant pour l'économie.

"Peu d'effets secondaires nuisibles", a résumé, dans son rapport annuel de politique monétaire, cette banque centrale qui maintient un taux d'intérêt directeur négatif depuis février 2015, actuellement fixé à -0,5%.

*"Cependant il y a eu quelques exceptions". (note: LoL) **Elle a évoqué le cas d'acheteurs d'obligations à taux variable qui se sont retrouvés dans l'obligation de payer l'emprunteur, au mépris de toute logique ...** En revanche, les retombées positives ont été évidentes, d'après elle, avec une dépréciation de la couronne suédoise qui l'a aidée dans sa lutte pour faire remonter l'inflation, ainsi qu'un effet de stimulation de la croissance".*

Je résume: les taux négatifs ont permis à la Suède de baisser la valeur de sa monnaie (aucun rapport) et de limiter l'inflation.

Je résume No2: on nous prend pour des billes, très officiellement, puisque la Banque Centrale explique, sans rire, que c'est tout à fait normal que le prêteur finisse par payer celui qui emprunte.

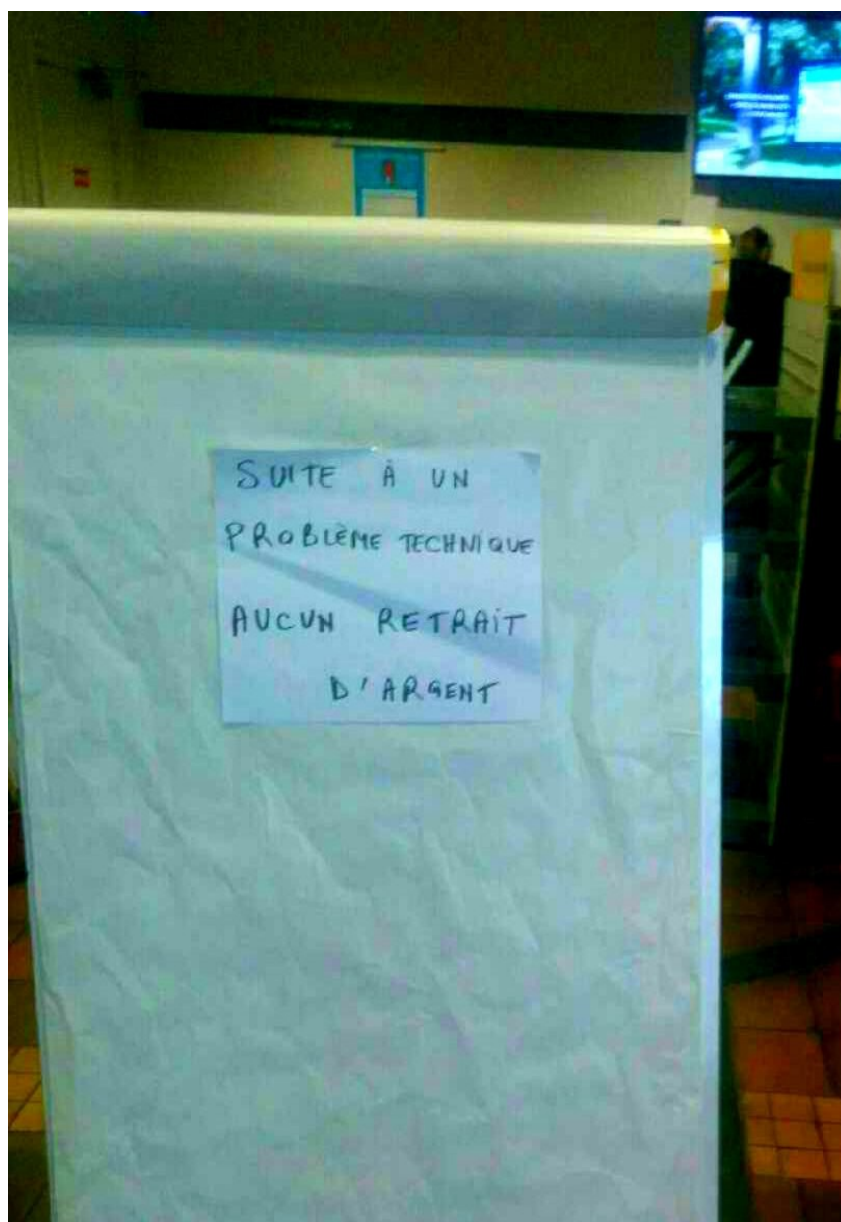
!!!!

Incroyable de lire un tel tissu d'âneries de la part d'une Banque Centrale, et sur le fil AFP... Mais puisqu'il faut convaincre le bon peuple français que les taux négatifs, c'est du top pour son épargne... Notre lecteur David nous dit, lui aussi : *"Les bras m'en tombent"*.

Ben il n'y a pas que les bras !!!!

Lire [ici Le Figaro pour le croire...](#)

LA BANQUE POSTALE DANS SES OEUVRES (merci à Mr Zigah)
du 17 au 20 avril 2017 :



[NYOUZ2DÉS: les problèmes techniques n'affectent jamais le salaire du patron, toujours les retraits d'argent des clients.]

SCANDALE DU LIBOR: TOUT SE JOUE EN OCTOBRE... 2008 !

du 17 au 20 avril 2017 : L'émission TV Panorama de la BBC a mis la main sur un enregistrement téléphonique du 29 octobre 2008 dans lequel Mark Dearlove de la Barclays demandait clairement à son responsable Libor Mr Johnson de baisser artificiellement le taux du Libor pendant la méga crise de 2008. Raison donnée: c'est un ordre de la Banque Centrale d'Angleterre et du Premier Ministre anglais

"A senior Barclays manager, Mark Dearlove, instructs Libor submitter Peter Johnson, to lower his Libor rates. He tells him:

- "The bottom line is you're going to absolutely hate this... but we've had some very serious pressure from the UK government and the Bank of England about pushing our Libors lower."

Mr Johnson objects, saying that this would mean breaking the rules for setting Libor, which required him to put in rates based only on the cost of borrowing cash. He says: - "So I'll push them below a realistic level of where I think I can get money?"

His boss Mr Dearlove replies: "The fact of the matter is we've got the Bank of England, all sorts of people involved in the whole thing... I am as reluctant as you are... these guys have just turned around and said just do it."

Rien que ça... Seul problème: rien ne nous dit que c'est vrai. Après tout, qui nous dit que ce n'est pas le seul argument valable que le directeur Dearlove ait trouvé pour forcer son subordonné d'exécuter un ordre contraire aux réglementations... [Lire ici la BBC pour voir](#) que le 29 septembre 2008 a porté un coup mortel au monde des banquiers et financiers. Merci aux lecteurs.

[Crimée : De la Guerre mondiale 0 à la Troisième](#)

Par Ugo Bardi – Le 10 avril 2017 – Source [Cassandra Legacy](#)



Aujourd'hui, nous nous souvenons peu de ce que nous appelons la guerre de Crimée (1853-1856), même si elle a été la plus grande guerre jamais menée dans l'Histoire jusque là. Elle a préfiguré plusieurs des éléments qui reviendraient plus tard dans les deux guerres mondiales du XX^e siècle, à tel point qu'on pourrait

l'appeler « Guerre mondiale 0 ». Elle a inclus les combustibles fossiles comme cause ultime des conflits, un rôle renforcé de la propagande, la tendance des dirigeants à perdre le contrôle des guerres qu'ils ont entamées et l'origine de la « russophobie » encore commune en Occident à notre époque. Ces éléments peuvent nous en dire beaucoup sur ce que pourrait être une « Troisième Guerre mondiale » à l'avenir. Ci-dessus, vous pouvez voir une peinture de Vasilii Nesterenko (2005) qui célèbre la défense russe de Sébastopol en 1855. Il est clair que la défense de la Crimée n'est pas une question insignifiante pour les Russes, qui ont perdu environ 400 000 hommes dans la guerre de Crimée.

Il y a beaucoup de matériel dispersé sur le Web au sujet de la guerre de Crimée, mais rien de ce que j'ai trouvé n'est vraiment satisfaisant pour déterrer les vraies raisons qui expliquent le désastre que cela a été. Donc, voici ma tentative pour créer un ordre de ce chaos. Ce n'est pas censé être définitif : si vous trouvez le temps de le lire, il vous appartient de juger.

L'un des thèmes curieux de la guerre de Crimée de 1853-1856 est que nous nous en rappelons si peu. Demandez à quiconque de parler de cette guerre, qui a gagné, qui a perdu, et même qui a combattu et les réponses sont susceptibles d'être au mieux vagues. Il semble que la seule chose dont on se souvienne aujourd'hui de cette guerre est la charge désastreuse de la British Light Brigade à [Balaklava](#). C'est comme si nous ne nous souvenions de la Deuxième Guerre mondiale uniquement pour l'épisode du sauvetage du Soldat Ryan.

Pourtant, la guerre de Crimée était la plus grande jamais menée à ce moment-là. C'était un engagement mondial qui impliquait pratiquement toutes les grandes puissances militaires de l'époque, près de deux millions de combattants et des pertes qui peuvent être estimées entre un 500 000 et un million. À plusieurs égards, la guerre de Crimée préfigurait les guerres mondiales qui se dérouleraient au cours du XX^e siècle, en particulier pour le rôle de plus en plus important de la propagande. Pour cette raison, nous pouvons l'appeler à juste titre « guerre mondiale 0 ».

Mais pourquoi cette guerre ? Et pourquoi a-t-elle été tellement oubliée, du moins en Occident ? Pour que cela se passe ainsi, il doit y avoir une raison et, dans notre cas, il y a même plusieurs raisons. Nous pouvons les trouver dans un mélange de facteurs économiques et dans l'incompétence monumentale de certains dirigeants. Mais nous devons commencer par le début.

Beaucoup de luttes du XIX^e siècle ne peuvent être comprises qu'en tenant compte du rôle du charbon dans l'histoire. À partir de la fin du XVIII^e siècle, le charbon a créé la révolution industrielle dans les pays dotés de ressources en charbon. Cela, à son tour, a généré un excédent économique qui a été utilisé en grande partie pour construire des pouvoirs militaires et leurs empires. Les deux plus grands empires du XIX^e siècle étaient

britanniques et russes, le premier dominant les mers, le second la masse continentale eurasiennne. L'Angleterre possédait les plus grandes ressources de charbon au monde et c'était aussi le pays le plus industrialisé à cette époque. La Russie n'était pas aussi industrialisée que la Grande-Bretagne, mais elle avait d'énormes ressources humaines et minérales qui en faisaient un acteur majeur dans le jeu de domination du monde. À cette époque, il est devenu commun de parler du « [Grand jeu](#) », également connu sous le nom de « Bolshoya Ikra » en russe. Et à partir des langues utilisées pour définir le jeu, vous pouvez comprendre qui étaient les joueurs. Il se joue encore aujourd'hui, même si la capitale de l'Empire de la mer est passée de Londres à Washington.

Alors que les empires, basant leur puissance sur le charbon, s'élargissaient, les régions qui n'avaient pas de ressources en charbon étaient en difficulté. Bien sûr, le charbon pouvait être importé, mais cela impliquait d'avoir un système complet de distribution du charbon. Pas de charbon, pas d'industrie. Pas d'industrie, pas de pouvoir militaire. C'était la situation de l'Empire ottoman, appelé à l'époque « l'homme malade de l'Europe ». Mais l'ancien empire n'était pas malade : il était affamé de charbon. Il n'en produisait pas et les terres qu'il contrôlait étaient trop sèches pour être adaptées aux voies navigables. C'était un problème créé par la géologie et, en tant que tel, pas modifiable par la politique. Ainsi, l'Empire ottoman était destiné à être découpé par les États charbonniers, un processus qui devait se terminer avec la première guerre mondiale.

Il était clair à la fois pour la Russie et la Grande-Bretagne que le Grand jeu était une compétition pour les bijoux de l'État ottoman. Les Russes descendaient du Nord, en Asie centrale et dans les Balkans. Les Britanniques traçaient leur route depuis le Sud, le Moyen-Orient et la région méditerranéenne. Dans une série de guerres menées au cours du XVIII^e siècle, les Russes ont atteint les rives de la mer Noire. Pendant le règne de Catherine II, les Russes ont vaincu encore une fois l'Empire ottoman et, en 1783, ils ont annexé le Khanate de Crimée, autrefois un protectorat des Ottomans.

Pour les Russes, la Crimée n'était pas seulement un terrain de plus pour leur immense empire. Avec le port militaire de Sébastopol, la Crimée a été un tremplin pour une expansion plus poussée vers le sud. Sébastopol a également donné à la Russie la possibilité de projeter sa puissance navale en Méditerranée. Bien sûr, les Britanniques n'aimaient pas l'idée de partager la Méditerranée avec les Russes, mais il semblait qu'ils devaient faire avec. Après tout, si les Russes travaillaient à affaiblir l'Empire ottoman du Nord, cela donnait aux Britanniques de meilleures chances d'avancer au Sud. C'était la situation jusqu'à ce que les Français fassent tanguer le bateau vers 1850, en commençant une querelle sur une question banale sur les droits des chrétiens vivant dans l'Empire ottoman, menant finalement à une grande guerre mondiale.

En ce temps-là, la France était un autre empire puissant. C'était l'un des premiers États à s'engager dans l'utilisation à grande échelle du charbon et, au début du XIX^e siècle, il était devenu le pouvoir dominant en Europe centrale et occidentale. C'était l'origine de

l'aventure désastreuse de Napoléon en Russie en 1812 : une tentative d'éliminer un rival majeur dans la domination de l'Europe. L'erreur colossale de Napoléon était typique des dirigeants, partout et de tous les temps : surestimer l'armée qu'il commandait.

Les erreurs ont tendance à générer plus d'erreurs en retour et cela est vrai pour les individus aussi bien que pour les empires. Quelque 40 ans après la défaite de Napoléon en Russie, la France avait reconstruit sa force militaire et l'Europe était face à une nouvelle confrontation militaire. Comme auparavant, c'était le résultat de facteurs économiques et du mauvais jugement des personnes qui contrôlaient les états les plus puissants de cette époque. Cette fois, les bêtises ont été faites principalement par Louis-Napoléon, qui s'était qualifié « Empereur des Français » et avait pris le nom de « Napoléon III ».

Pour être un empereur crédible, Louis-Napoléon avait besoin du type de prestige qui ne peut provenir que des victoires militaires. Peut-être, a-t-il voulu se venger de la défaite de son oncle contre les Russes en 1812, mais, bien sûr, il ne pouvait même pas rêver faire marcher l'armée française sur Moscou. Pourtant, il pensait que les Russes étaient les ennemis de la France et il s'efforçait de construire une coalition pour combattre la Russie. Il ne pouvait pas comprendre que le jeu au milieu du XVIII^e siècle n'était plus le jeu qui avait été joué au temps de Napoléon 1er. Louis-Napoléon a commis l'erreur que décrit Lao Tzu en disant que « la tactique sans la stratégie est le bruit avant la défaite ». C'était exactement ce qui devait arriver avec la guerre de Crimée.



RUSSIAN SAVAGES PREPARING TO RECEIVE A FLAG OF TRUCE.

L'escalade qui a conduit à une guerre totale était probablement quelque chose qu'aucun des leaders impliqués ne pouvait contrôler, voire même comprendre. C'était un pressentiment sinistre de ce qui se passerait 60 ans plus tard, lorsque l'Europe devait se déchirer lors de la première guerre mondiale. Peut-être est-ce un présage encore plus inquiétant de ce que la propagande peut faire lorsque la presse occidentale a commencé à décrire les Russes comme des méchants sauvages, comme vous le voyez par [cette image](#), à partir de 1855. À cette époque, la propagande n'était pas aussi sophistiquée

qu'elle l'est aujourd'hui, Mais l'idée est toujours la même : ils sont mauvais et nous sommes bons.

Enfin, les Ottomans ont déclaré la guerre à la Russie en octobre 1853, sachant qu'ils étaient soutenus par la France et la Grande-Bretagne. Ensuite, la guerre a explosé le long d'un anneau de feu qui a suivi les frontières russes, de la mer Blanche au nord-ouest jusqu'à la péninsule de Kamtchatka à l'est. Au début, l'idée d'attaquer la Crimée ne semble pas avoir été dans les plans de la coalition. Mais, une fois constituée une force militaire en mer Noire, quelqu'un a dû se rendre compte que le port de Sébastopol était un excellent objectif pour démontrer le pouvoir supérieur de la coalition. L'idée correspondait très bien à Louis-Napoléon : en conquérant Sébastopol, il pouvait prétendre avoir vengé la défaite française de 1812. En septembre 1854, des troupes britanniques, françaises et ottomanes arrivèrent en Crimée avec un objectif ambitieux : prendre Sébastopol.

Ils ont réussi, mais le prix fut très élevé. En août 1855, au bout de près d'un an de lutte, les Russes ont abandonné Sébastopol après avoir détruit la majeure partie de ce qui restait intact après les bombardements alliés. La chute de Sébastopol a effectivement mis fin à la guerre. Il s'en est suivi des négociations et le traité de Paris (1856) qui a essentiellement reconnu qu'aucun des deux partis ne voulait continuer à se battre. En tout cas, le résultat de la guerre de Crimée fut une défaite militaire pour les Russes, mais la seule obligation qui leur a été imposée fut de démilitariser la Crimée.

Dans le même temps, la guerre fut un succès militaire pour la coalition, mais les coûts ont été énormes et les résultats tangibles presque nuls. Les alliés avaient subi d'énormes pertes et n'ont pas pu garder la Crimée sous occupation pendant très longtemps. Quelques années plus tard, en 1870, la France a été vaincue par la Prusse. Comme il n'y avait plus de coalition pour empêcher les Russes de revenir et de remilitariser Sébastopol, ils l'ont fait. En 1877, la Russie et la Turquie étaient de nouveau en guerre l'une contre l'autre et, cette fois-ci, les puissances de l'Europe occidentale ne sont pas intervenues pour aider la Turquie. Plutôt, la Grande-Bretagne a profité de l'occasion pour arracher Chypre à l'Empire ottoman.

Comme c'est normalement la règle pour les guerres, la guerre de Crimée n'a servi à rien. Mais peut-être, dans ce cas, la futilité de toute cette aventure était plus évidente que dans d'autres. C'est peut-être pour cette raison que, dans les années qui ont suivi, la plupart des gens à l'Ouest se sont efforcés de tout oublier sur cette guerre malheureuse. Le seul souvenir laissé a été la charge colorée et dramatique des 600 à Balaclava. Nous nous souvenons toujours de cet épisode, aujourd'hui.

Mais les erreurs, comme nous l'avons vu, continuent à engendrer des erreurs et une source typique d'erreurs pour les leaders est leur tendance à voir le monde en termes d'amis et d'ennemis. Après la fin de la guerre de Crimée, il semble que les méchants de l'histoire aient été identifiés, non pas tant les Russes, mais les États européens qui avaient refusé de rejoindre la coalition contre la Russie : l'Autriche et le Royaume de

Naples. Ces deux États ont été choisis comme un enjeu en valant la peine, en particulier par Louis-Napoléon. En 1859, les Français se sont engagés dans une campagne militaire visant à expulser les Autrichiens hors d'Italie, et ils ont réussi. Un an plus tard, Louis-Napoléon n'a rien fait pour empêcher le Piémont de vaincre et d'annexer le royaume de Naples, créant le « Royaume d'Italie » en 1861.

Par ces actions, Louis-Napoléon s'est tiré lui-même (et la France avec) une balle dans les deux pieds. Il n'avait pas compris le rôle croissant de la Prusse (un autre empire à charbon) en Europe centrale et que l'affaiblissement de l'Autriche signifiait donner à la Prusse une chance de s'étendre encore plus. Dans le même temps, le nouvel État italien est devenu un concurrent de la France pour la domination dans la région méditerranéenne et devait empêcher la France de se développer davantage en Afrique du Nord. Peut-être que Louis-Napoléon pensait que l'Italie serait devenu un protectorat français, comme l'avait été le Piémont. C'était une autre erreur colossale : dix ans plus tard, l'Italie était alliée avec la Prusse dans une guerre contre l'Autriche et la France. À Sedan, en 1870, la Prusse a infligé un coup mortel aux rêves impériaux français. Dès lors, l'Empire allemand devait être le meilleur chien de garde de l'Europe occidentale. Il joue toujours ce rôle aujourd'hui.

Vous voyez comment une chaîne d'événements affectant l'Europe est originaire de la guerre de Crimée de 1853-1856. À partir de cet événement, nous pourrions jouer au jeu du « Que se serait-il passé si... » Et si Louis-Napoléon n'avait pas poussé à la guerre contre la Russie ? Et s'il avait empêché l'union italienne ? C'est l'un des jeux fascinants auquel vous pouvez jouer avec l'Histoire, et je l'ai fait [ici](#) et [ici](#). Peut-être que tout ce qui se passe dans l'Histoire est un jeu que les gouvernants jouent avec la vie de leurs sujets. Et, dans ce jeu, la Crimée semble jouer souvent un rôle important, même dans les temps modernes.

Au fil des ans, les empires ont changé de nom, mais la lutte stratégique pour la domination du monde est restée inchangée. Au cours de la Première Guerre mondiale, en profitant de la tourmente en Russie, les forces allemandes ont pris le contrôle de la Crimée en avril 1918. Ce fut une occupation de courte durée et les Allemands se sont retirés en novembre. La Russie tsariste a disparu et, en 1920, l'Armée rouge a occupé la Crimée après qu'elle avait été sous le contrôle de l'armée blanche anti-bolchevique et ensuite envahie par les Français. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Histoire se répétait une fois de plus. Les forces de l'Axe ont attaqué la Crimée en 1941 et ont réussi à prendre Sébastopol après un siège prolongé. Ensuite, l'Armée rouge a repris Sébastopol en 1944. Un modèle semble apparaître dans tous ces événements : les armées occidentales semblaient être toujours en mesure d'occuper la Crimée, mais jamais de la tenir bien longtemps.

L'Empire britannique a décliné au cours des décennies suivantes, remplacé par l'Empire américain ; l'Union soviétique a disparu en 1991, remplacé par la Fédération de Russie. Mais l'importance de la Crimée et du port militaire de Sébastopol est restée

inchangée. À notre époque, l'accent mis sur la lutte s'est déplacé de plus en plus de la guerre traditionnelle au genre de guerre « hybride » qui inclut la propagande, l'infiltration et les psy-ops. En 1954, l'administration de la Crimée avait été transférée à un autre pays soviétique, l'Ukraine. Lorsque le coup d'État d'Ukraine de 2014 a déplacé le pays dans la sphère d'influence occidentale, il a semblé que l'Occident avait trouvé un moyen facile de prendre le contrôle de la Crimée. Cela n'a pas fonctionné comme prévu. Moins d'un an plus tard, la Russie a repris la Crimée dans une contre-opération, sans verser de sang contre cette guerre hybride. Encore une fois, nous voyons comment l'Occident, apparemment, peut prendre la Crimée mais ne peut pas la retenir.

Sans surprise, le retour de la Crimée en Russie (obrazovanje en russe) en 2014 n'a pas été pris avec beaucoup de fair-play en Occident et cela a mené à une autre série de guerres hybrides, cette fois fondées sur des sanctions économiques. La lutte est encore en cours et la petite péninsule de Crimée demeure l'un des principaux points de frottement de l'équilibre stratégique mondial. Outre l'importance du port militaire de Sébastopol, la Crimée a la caractéristique de faire partie de la Russie mais, en même temps, d'être déconnectée du continent russe et d'être vulnérable aux attaques par la mer. Ces caractéristiques en font une cible possible pour un leader occidental agressif. En même temps, l'importance de la Crimée pour la Russie est si élevée qu'aucun chef russe ne pouvait même rêver d'abandonner la Crimée avant d'essayer de la défendre avec tous les moyens disponibles. C'est une recette pour le désastre, aujourd'hui comme ça l'était à l'époque de Louis-Napoléon. Que cela nous amène à une autre guerre mondiale, la Troisième Guerre mondiale, reste à voir sans être totalement exclu.

Annexe : Point de vue d'Italie

Une partie peu connue de cette histoire est le rôle du Royaume de Naples dans la guerre de Crimée du XIX^e siècle. Le Royaume avait une longue histoire d'amitié avec la Russie et, quelque 50 ans auparavant, la Russie avait envoyé des troupes à [Naples](#) pour aider (sans succès) le Royaume à repousser une attaque de la France. Il semble que les Russes considéraient le royaume du sud de l'Italie comme leur porte d'entrée dans la région méditerranéenne et entretenaient de bonnes relations avec lui. Au moment de la guerre de Crimée, il n'y avait pas d'alliance formelle entre le royaume de Naples et la Russie, mais lorsque les Britanniques ont prié le roi de Naples d'envoyer des troupes en Crimée pour rejoindre l'alliance anti-Russie, le roi a refusé. Il ne savait pas que, ce faisant, il signait la peine de mort pour son royaume. Même s'il était devenu clair que la Russie allait perdre, le roi de Naples a [refusé](#) de retourner sa veste comme l'empire autrichien l'a fait au dernier moment. Cela a transformé le Royaume de Naples en un paria aux yeux des Français et des Britanniques. Au lieu de cela, le royaume du Piémont (plus exactement, le royaume de Sardaigne) avait été plus intelligent et avait envoyé un corps expéditionnaire pour soutenir la coalition anti-russe. Nous pouvons peut-être comprendre quelque chose de la violence des combats de cette guerre de Crimée si nous constatons que, parmi les 15 000 soldats envoyés en Crimée depuis le Piémont, on

rapporte que seulement 2500 personnes sont retournées chez elles en un seul morceau.

Ainsi, une grande partie de ce qui s'est passé en Italie après la guerre de Crimée s'explique par ces faits simples. Les Français et les Britanniques ont estimé que le Royaume du Piémont devait être récompensé pour son aide, alors que le Royaume de Naples devait être puni pour les raisons opposées. Le royaume de Naples n'avait pas de charbon ni de cours d'eau pour l'importer, et il était dans une position désespérément faible. La défaite de la Russie en Crimée avait empêché les Russes d'envoyer de l'aide à Naples et le royaume s'est retrouvé complètement isolé contre le royaume du Piémont industrialisé, alimenté par le charbon, bien soutenu par la Grande-Bretagne. L'expédition de Garibaldi en Sicile fut mise sur pied en 1860, avec des navires protégés par la flotte britannique. L'armée napolitaine a été vaincue, le royaume a été envahi par les Piémontais du Nord et ce fut la fin du Royaume de Naples et la naissance du Royaume d'Italie.

Ugo Bardi

Note du Saker Francophone

On pourrait se demander pourquoi nous nous acharnons à traduire Ugo Bardi avec une telle régularité, lui plutôt qu'un autre. Cet article en est une parfaite illustration. Il est l'un des rares à analyser l'Histoire et le présent avec plusieurs grilles d'analyses très pertinentes notamment l'étude des systèmes énergétiques, culturels, économiques et surtout leurs interactions dans le temps. On peut ne pas être d'accord avec tel ou tel de ses articles ou points de vue mais l'intérêt est aussi dans les questions posées.

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par Michèle pour le Saker Francophone